CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE



2018

RAPPORT D'ACTIVITÉ
RAPPORT FINANCIER



SOMMAIRE

Le mot du Président 3
Mayotte en chiffres 4
Regard sur 2018 5

Conseil départemental de Mayotte

Assemblée départementale et commissions 6
Exécutif 7
Organigramme des services 8

Appui aux services et moyens généraux

Performance de l'action publique 12
Ressources humaines 13
Moyens généraux, numérique 14

Développement économique, innovation

Aides aux entreprises (R) 16
Tourisme 17
Soutien au commerce, à l'artisanat 17
Agriculture, pêche et culture marine 18
Innovation, attractivité économique (R) 19

Formation, apprentissage

Étudiants hors Mayotte, filière d'excellence 21
Formation professionnelle, apprentissage (R) 22
Observatoire, information et orientation sur l'emploi, les métiers (R) 23

Aménagement du territoire, infrastructures, développement durable

Foncier et domaine (D) 25
Planification, soutien aux collectivités 26
Infrastructures, équipements, haut débit (R) 27
Transports terrestres, liaisons maritimes (R) 28
Aménagement des ports maritimes (R) (D) 29
Développement durable (R) (D) 30

Solidarité, enfance et santé

Personnes en situation de handicap (D) 33
Personnes âgées (D) 34
Assistance sociale, RSA (D), aide au logement (R) (D) 35
Médiation sociale 36
Aide sociale à l'enfance (D) 37
Protection maternelle et infantile, santé (D) 38
Laboratoire d'analyses 39

Sport, culture et patrimoine (R) (D)

Sport, jeunesse, vie associative 41
Culture, lecture 42
Archives, Musée et patrimoine de Mayotte 44

Europe, partenariat, coopération

Projets européens 47
Partenariat, coopération régionale 48

Rapport financier 2018

Points marquants du compte administratif 50
Évolution des recettes et dépenses 52
Évolution du résultat du STM 53
Résultat du budget annexe « Santé et protection de l'enfance 54
Ratios financiers 55

(R) compétence exclusive Région
(D) compétence exclusive Département
(R) (D) compétence partagée Département/Région

ÉDITO



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI
Président du Conseil départemental de Mayotte

« Avançons pour Mayotte »

Si le début de l'année 2018 a été agité, notamment par le mouvement social de lutte contre l'insécurité qui a duré huit semaines, le reste de l'année et le début de celle en cours auront été marqués par la mise en place de partenariat avec les régions Réunion et Ile-de-France, ainsi que le département voisin de la Réunion.
Certaines opérations ont été également concrétisées en 2018 par le Conseil départemental de Mayotte. Il s'agit par exemple de la pose du réseau de collecte de 45 km relatif à la fibre optique à Mayotte et de travaux de montée en débit Internet de 20 à 30 Mégas pour des foyers au nord de l'île, la construction du bâtiment « Pôle d'Excellence Rural de Coconi », le soutien financier aux acteurs économiques à hauteur de 7 M€ (dont 2 M€ de subventions directes aux entreprises et 2 M€ aux structures d'accompagnement des porteurs de projets), puis des communes et structures intercommunales (19 M€ accordés), le renforcement des réseaux d'électrification (pose d'une vingtaine de transformateurs basse et haute tension, extension de câbles) sur l'ensemble du territoire, ou encore la réfection d'environ 21 km des chaussées départementales pour 8 M€.

La diminution des dépenses du personnel s'explique plus particulièrement par les départs à la retraite sans remplacements, la réduction des effectifs des emplois aidés, le contrôle accru des droits au supplément familial de traitement, l'encadrement du régime indemnitaire.

Les résultats financiers 2018 se caractérisent quant à eux par une amélioration de la capacité d'autofinancement de la collectivité atteignant 92 M€ (+ 88 %, soit + 43 M€ par rapport à 2017) dont 62 M€ relèvent du budget principal, résultant essentiellement d'une baisse conséquente de la masse salariale (- 10 %) et des charges exceptionnelles (- 89 %). La diminution des dépenses du personnel s'explique plus particulièrement par les départs à la retraite sans remplacements, la réduction des effectifs des emplois aidés, le contrôle accru des droits au supplément familial de traitement, l'encadrement du régime indemnitaire.

Le niveau des dépenses de fonctionnement en 2018 (soit 244 M€) respecte de fait la norme d'évolution de 1,5 % (plafonnée à 257 M€), déterminée avec l'État dans le cadre du contrat dit « Cahors ».

En investissement, les réalisations en dépenses d'équipement s'élèvent à 45 M€ au titre de 2018, soit une progression de 75 % (+ 19 M€) par rapport à 2017. Bien que le taux d'exécution des dépenses d'investissement, 43 % en 2018, soit en baisse de 10 points par rapport à 2017, le volume des investissements est toutefois plus important.

Je vous invite ainsi à parcourir le présent rapport d'activité 2018 qui illustre parfaitement l'ampleur du travail accompli en vue d'améliorer la qualité du service public et d'avancer pour notre territoire.
Élus, agents et partenaires sont ainsi animés par la volonté d'aller plus loin et de faire mieux pour les Mahoraises et les Mahorais.

MAYOTTE EN CHIFFRES

SUPERFICIE : 375 km²

- Petite-terre : 10 km²
- Grande-terre : 365 km²

SUPERFICIE DU LAGON
1 100 km²

17 COMMUNES

13 CANTONS

5 INTERCOMMUNALITÉS

26 CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX

256 518 HABITANTS en 2017, dont 50 % ont moins de 18 ans

DENSITÉ
682 hab/Km²



Solidarité / enfance

14 372 bénéficiaires de RSA
16 M€ de compensation RSA
463 bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie
1 059 personnes en situation de handicap accueillies
9 590 naissances, soit **26** nouveaux nés par jour

Transport / mobilité

234 km de routes dont **144 km** de chaussées départementales et **90 km** de routes nationales
386 097 passagers aériens dont **188 068** au départ de Mayotte
4 671 487 passagers des barges maritimes
206 escales commerciales de navires

Économie / emploi / tourisme

753 entreprises créées
2 500 emplois créés, **1 700** dans le secteur public
9 220 € PIB/hab
546 M€ déficit commercial
35 % taux de chômage
56 300 touristes
5 bateaux de croisière pour 2 784 croisiéristes

Formation / apprentissage

21 collèges publics
11 lycées publics
97 408 élèves scolarisés, dont 52 083 au 1er degré
24 121 élèves transportés
2 757 élèves hors Mayotte pris en charge, dont 2 673 étudiants et 84 lycéens
8 193 103 € dépenses élèves hors Mayotte

Sport / culture

35 000 licenciés sportifs
12 équipements sportifs
1 musée

Europe / partenariat

26 opérations programmées, portées par le Conseil départemental
3 réunions du Comité Régional Unique de Suivi des fonds européens
5 comités de pilotage intereg V Océan indien

2018 DANS LE RETRO

Janvier

18 janvier
Vœux et bilan de mi-mandat de Monsieur le Président du Conseil départemental.

11 janvier
Présentation du dispositif de vidéo-surveillance installé dans quinze bus scolaires pour lutter contre les actes de délinquance et d'incivilité.

15 janvier
Rencontre au Ministère du travail entre le Président du Conseil départemental et la commissaire à la transformation des compétences dans le cadre du Plan d'investissement des compétences, actant ainsi pour Mayotte la dotation de 27 M€ au cours de la période 2018-2022 en faveur de la formation des publics non qualifiés (jeunes, demandeurs d'emploi…).

Février

6 février
Lancement de la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la création du centre de ressources, d'expertise et de performance sportive (CREPS) à Mayotte.

8 février
Début de la présidence par Mayotte du concept « Iles Vanille de l'océan indien ».

20 février
Début du mouvement social contre l'insécurité.

Mars

30 mars
Prise de fonction de M. Dominique SORAIN, Préfet de Mayotte.

Avril

8 avril
Fin du mouvement de lutte contre l'insécurité à Mayotte.

20-25 avril
Participation de la délégation des jeunes sportifs mahorais aux jeux des jeunes à Djibouti.

24 avril
Abondement de 1 M€ du fonds de prêt d'honneur dédié aux entreprises pour faire face aux difficultés encourues suite à la grève générale contre l'insécurité.

27-28 avril
Commémoration de l'abolition de l'esclavage à Mayotte.

Mai

2-6 mai
24e édition du Festival de l'image sous-marine de Mayotte.

10 mai
Début de l'essaim de séismes à l'Est de Mayotte.

Juin

5-7 juin
Colloque sur le développement économique de Mayotte dans le cadre de l'élaboration du schéma régional de développement économique d'innovation et d'international (SRDE2I).

11 juin
Mise en place d'un dispositif d'aide d'urgence dédié aux entreprises de transport pour faire face à la crise suite au mouvement social contre l'insécurité.

18-22 juin
Visite à Mayotte de la délégation de l'union nationale des centres communaux de l'action sociale, en vue du déploiement du dispositif PASS'PALAS, permettant la professionnalisation des acteurs locaux de l'action sociale.

25 juin
Adoption du contrat dit « Cahors » entre l'État et le Département de Mayotte en application des articles 13 et 29 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 en vue de participer à la réduction de la dette publique.

Juillet/Août

20-22 juillet
1re édition du Festival du lagon de Mayotte.

23 juillet
Signature de la convention d'accueil de proximité entre le Conseil départemental et le CCAS de Dembéni.

27 juillet
Adoption par l'Assemblée Nationale de la loi immigration, limitant l'accès au droit du sol aux enfants nés à Mayotte de parents en situation irrégulière.

26-31 août
Visite à Mayotte de deux sportives de haut niveau (Astrid Guyart et Emmeline Ndongue) du comité d'organisation des jeux olympiques de Paris 2024.

Septembre

4-6 septembre
Organisation de la commission consultative d'élaboration puis des ateliers dans le cadre d'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

15 septembre
Conférence sur les croyances et les représentations culturelles dans le cadre des journées européennes du Patrimoine.

17-18 septembre
Accueil à Mayotte d'une délégation d'élus du Conseil départemental de la Réunion, en vue d'une coopération notamment sur la thématique du social à Mayotte.

21-22 septembre
7e Salon du tourisme et des loisirs de Mayotte.

Octobre

4 octobre
Forum citoyen pour sensibiliser et susciter l'intérêt de Mayotte dans l'Europe.

8-11 octobre
Accueil institutionnel à Mayotte d'une délégation d'élus (et cadres administratifs) du Conseil régional de la Réunion dont le Président Didier Robert, en vue d'un partenariat avec le Département de Mayotte.

Novembre

14-15 novembre
1er Forum économique de Mayotte.

27-29 novembre
3e Rencontre territoriale de la protection de l'enfance.

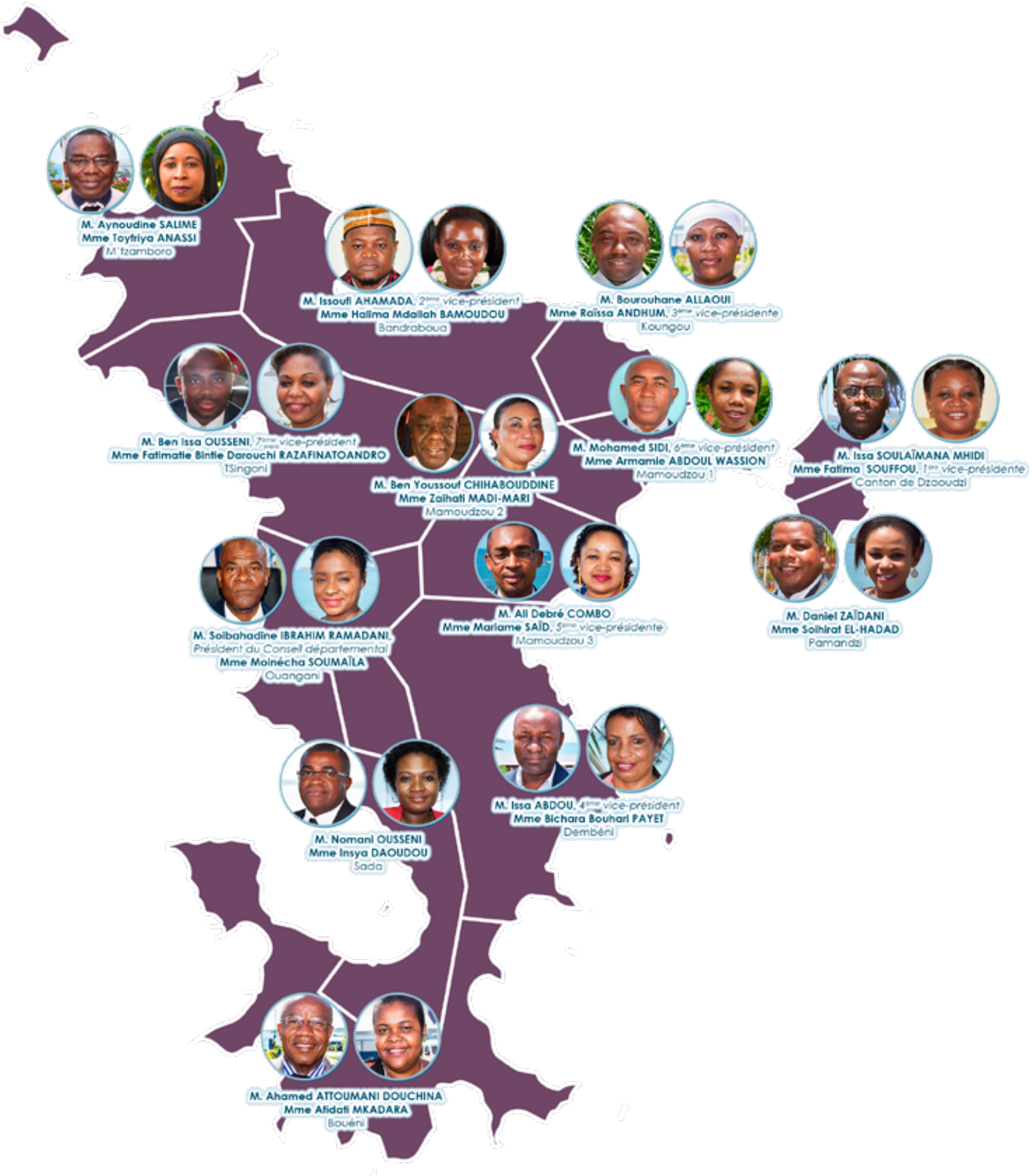
30 novembre
1res Assises du sport sur le schéma directeur de développement du sport à Mayotte. Thème : la préparation d'accueil des jeux des îles 2027.

Décembre

4-6 décembre
Déroulement à Mayotte de la 7e édition de l'université rurale de l'océan indien (UROI).

7-10 décembre
Tables rondes sur la thématique de la préservation et transcription du Shimaoré.

ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE DE MAYOTTE



FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE



Assemblée délibérante

Mayotte est une collectivité territoriale unique au sens de l'article 73 de la Constitution. Dénommée le Conseil départemental de Mayotte depuis les élections départementales de mars 2015, l'assemblée délibérante exerce ainsi à la fois les compétences d'un département et d'une région.
La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTre) clarifie en ce sens les compétences des collectivités territoriales et de l'État.

L'assemblée départementale, composée de vingt-six conseillers départementaux à parité hommes/femmes depuis mars 2015, élit parmi ses membres son Président puis forme ses commissions et désigne les élus qui vont siéger au sein des organismes extérieurs.

L'assemblée départementale de Mayotte se réunit au moins une fois tous les trimestres pour définir les grandes orientations de la politique départementale et voter le budget.

Commission Permanente

Immédiatement après l'élection du Président et sous sa présidence, l'assemblée départementale fixe la composition de la commission permanente.
Comprenant vingt-six membres depuis avril 2015, elle délibère sur les affaires courantes du Département et les dossiers qui lui sont soumis.

Conseillers départementaux

Depuis les élections de mars 2015, les conseillers départementaux sont élus au suffrage universel direct pour six ans selon le mode de scrutin binominal majoritaire à deux tours.

Une fois élus, les deux membres du binôme exercent leur mandat indépendamment l'un de l'autre.

Les conseillers départementaux votent en assemblée délibérante les rapports soumis par le Président du Conseil départemental.

Ils définissent ainsi les politiques départementales permettant de mieux répondre aux attentes des Mahoraises et Mahorais.

Exécutif du Conseil départemental

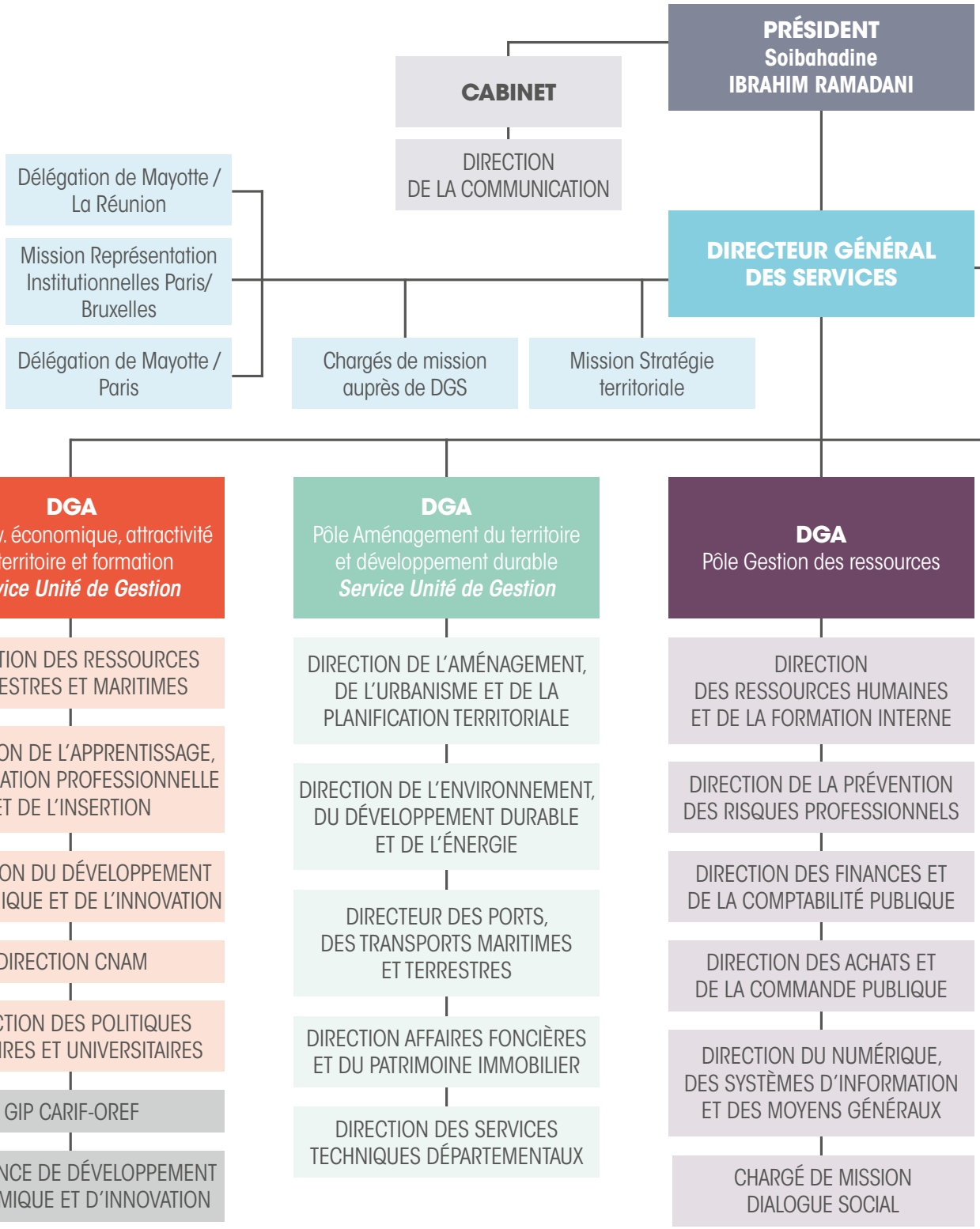
En sa qualité d'exécutif, le Président du Conseil départemental de Mayotte prépare, fixe l'ordre du jour puis préside et exécute les délibérations de l'assemblée délibérante. Pour cela, il est assisté de sept vice-présidents.

Le Président du Conseil départemental est également l'ordonnateur des dépenses de la collectivité et prescrit l'exécution des recettes départementales.

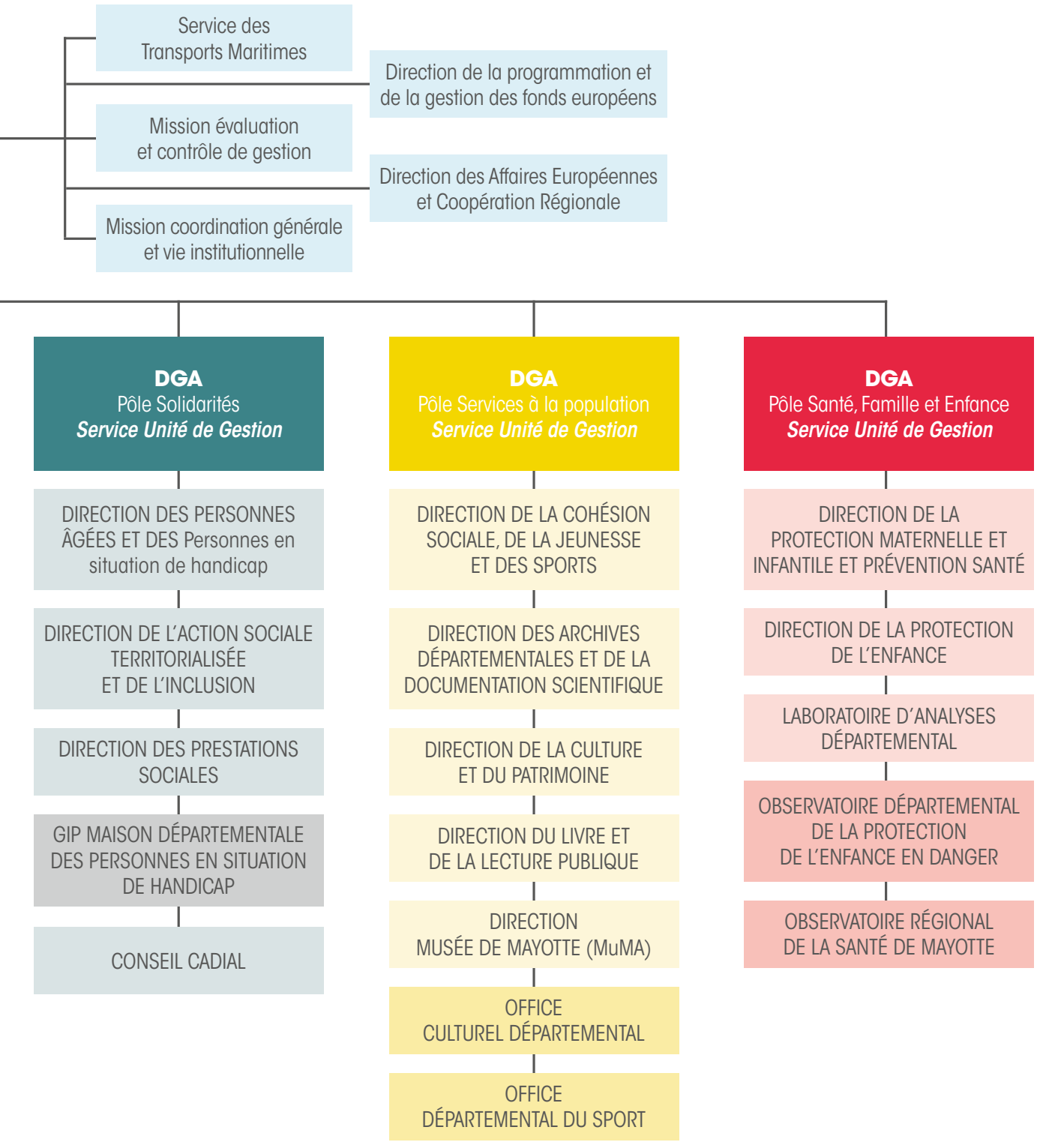
Responsable des services et du patrimoine de la collectivité, il représente le Département de Mayotte et accomplit au nom de celui-ci les actes juridiques et les actions en justice.



ORGANIGRAMME



DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



COMMISSIONS THÉMATIQUES

Les sept commissions spécialisées ci-dessous se réunissent à l'initiative de leur président(e) pour examiner les dossiers soumis à leurs avis, qui seront ensuite exposés à l'assemblée délibérante.

Commission Administration générale, infrastructures et transports

Présidente : Mme Fatima SOUFFOU

Membres :
- M. Issoufi AHAMADA
- Mme Armamie ABDOUL WASSION
- M. Ali Debré COMBO
- M. Daniel ZAIDANI
- Mme Insya DAOUDA
- Mme Zaihati MADI-MARI

Commission Culture, jeunesse et sports

Président : M. Issoufi AHAMADA

Membres :
- Mme Mariame SAÎD
- M. Issa SOULAIMANA MHIDI
- M. Bourouhane ALLAOUI
- Mme Zaihati MADI-MARI
- Mme Soihirat El HADAD

Commission Aménagement et développement durable

Présidente : Mme Raïssa ANDHUM

Membres :
- Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO
- M. Mohamed SIDI
- M. Issa ISSA ABDOU
- Mme Toyfriya ANASSI
- M. Nomani OUSSENI
- M. Daniel ZAIDANI

Commission Action sociale, solidarité et santé

Président : M. Issa ISSA ABDOU

Membres :
- M. Bourouhane ALLAOUI
- M. Ali Debré COMBO
- Mme Halima Mdallah BAMOUDOU
- Mme Toyfriya ANASSI
- Mme Insya DAOUDA
- Mme Afidati MKADARA

Commission Éducation, formation et insertion

Présidente : Mme Mariame SAÏD

Membres :
- Mme Moinécha SOUMAILA
- Mme Halima Mdallah BAMOUDOU
- Mme Armamie ABDOUL WASSION
- Mme Soihirat El HADAD
- M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA
- M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE

Commission Coopération décentralisée et affaires européennes

Président : M. Mohamed SIDI

Membres :
- Mme Fatima SOUFFOU
- M. Ben Issa OUSSENI
- Mme Bichara Bouhari PAYET
- M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE
- M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA
- M. Aynoudine SALIME

Commission Finances, développement économique et touristique

Président : M. Ben Issa OUSSENI

Membres :
- Mme Bichara Bouhari PAYET
- M. Issa SOULAIMANA MHIDI
- Mme Moinécha SOUMAILA
- M. Aynoudine SALIME
- Mme Afidati MKADARA
- M. Nomani OUSSENI



APPUI AUX SERVICES & MOYENS GÉNÉRAUX

152 865 234 €

- Performance de l'action publique
- Ressources humaines
- Moyens généraux, numérique

L'administration départementale renforce les moyens mis en œuvre en vue d'améliorer la qualité du service rendu et des actions publiques.

L'organisation des services est ainsi consolidée pour répondre aux enjeux de développement du territoire.
À cette occasion, la collectivité œuvre pour concrétiser les missions et projets, et dote les services administratifs des moyens nécessaires.

Aussi, une modernisation du système d'information et de télécommunication est initiée, notamment la dématérialisation de certaines procédures et actes administratifs (rapport et délibération, parc automobile, etc.) au travers des outils numériques de gestion permettant une simplification et un meilleur suivi des activités et actions menées.

1 975 212 €

CHIFFRES CLÉS

Aide à la décision, outils de suivi
9 divers notes et rapports internes d'aide à la décision stratégique

1 état récapitulatif de l'ensemble des opérations d'investissement

3 tableaux établis pour suivre les mesures retenues dans le cadre des recommandations de la CRC en matière de GRH, d'octroi des subventions, DSP Port de Longoni

Vie des assemblées
6 séances plénières donnant lieu à 42 délibérations

8 commissions permanentes donnant lieu à 297 délibérations

347 rapports examinés par les différentes commissions thématiques

339 délibérations de l'assemblée départementale (contre 283 en 2017)

2 motions adoptées

18 projets de textes examinés en séance sur 50 projets soumis pour avis par le Préfet, dont 88 % en procédure d'urgence

11 Recueils des Actes Administratifs publiés sur intranet et internet, dont 3 hors-séries

60 arrêtés publiés

Avis des **conseils consultatifs sur 4 saisines** du département et sur **10 rapports**

Contentieux public et privé
66 contentieux publics, dont 19 contentieux FPT et 16 litiges de DSP Port de Longoni

80 contentieux privés, dont 75 contentieux de régularisation foncière

Commande publique
305 marchés publics notifiés, dont 152 marchés de travaux

Montant des marchés : 42 M€ dont :
- 28 M€ : marchés de travaux
- 12 M€ : marchés de fourniture
- 3 M€ : marchés de service

Actions réalisées en 2018

Étude, appui, outils d'amélioration
- Examen et amélioration du fonctionnement des régies d'avances et de recettes du Département, des modalités de prise en charge des frais de mission, du circuit des parapheurs, etc.
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) en matière de gestion des ressources humaines, d'octroi des subventions, de la délégation du service public Port de Longoni (DSP)
- Suivi du règlement des factures en instance
- État des lieux des opérations d'investissement de la collectivité
- Élaboration du guide d'attribution des subventions de la collectivité

Veille institutionnelle, vie des assemblées
- Pilotage des travaux de toilettage institutionnel et participation à l'organisation des assises de l'Outre-mer à Mayotte
- Amélioration de la dématérialisation et la publication des actes
- Organisation et rédaction des procès-verbaux des séances de l'assemblée délibérante

Contentieux public et privé
- Traitement de multiples dossiers de contentieux publics portant essentiellement sur la fonction publique territoriale, les marchés publics et le contrat de DSP du Port de Longoni
- Traitement des contentieux privés relatifs à la régularisation foncière

Achats et commande publique
- Formation et stage d'immersion des agents sur la « Full dématérialisation »
- Traitement et gestion des différents marchés
- Formation des acheteurs sur l'utilisation de marchés sécurisés

Perspectives 2019

Étude, appui, outils d'amélioration
- Actualisation des tableaux de suivi des recommandations de la CRC en matière de GRH, octroi des subventions, DSP Port de Longoni, Service des Transports Maritimes, Aide Sociale à l'Enfance, Départementalisation
- Examen des comités et ligues sportifs
- Mise en place d'un logiciel de gestion complète des subventions

Veille institutionnelle, partenariat, vie des assemblées
- Installation d'un logiciel de retranscription de débats en séance
- Signature des conventions de partenariat avec les régions Réunion et Île-de-France, le Département de la Réunion

Contentieux public et privé
- Anticipation des risques de contentieux en matière d'accident de service, de gestion du patrimoine, d'entretien des ouvrages publics
- Sécurisation des actes et décisions des services (contrats de travail et arrêtés des agents, …)

Achats et commande publique
- Mise en œuvre d'une nomenclature interne des achats
- Finalisation du guide interne des procédures
- Mise en place d'une veille juridique à destination des acheteurs

Ressources humaines

Actions réalisées en 2018

Gestion du personnel, emploi et compétences

- Suivi de l'effectif et de la masse salariale du Département
- Détermination des mesures de gestion des ressources humaines dans le cadre des recommandations de la CRC
- Mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)
- Organisation de la formation d'intégration des agents

Dialogue social

- Organisation de réunions de médiation suite aux préavis de grève et droit de retrait dans certaines directions et services, échange avec l'administration, les agents et les organisations syndicales aboutissant à la signature de protocoles d'accord
- Participation aux instances représentatives du personnel (CT, CAP, CHSCT)

Santé, sécurité au travail et prévention des risques professionnels

- Mise en place d'un registre d'hygiène et sécurité, de danger grave et imminent et un registre d'accidents bénins
- Suivi des accidents de travail, des analyses, puis préconisation de mesures de prévention

Perspectives 2019

Gestion du personnel, emploi et compétences

- Suivi de la réalisation des entretiens d'évaluation annuels
- Prolongement du plan triennal de formation des agents

Dialogue social

- État des lieux et suivi des dossiers des agents rencontrant des difficultés
- Mise en œuvre des préconisations issues des décisions de CHSCT par les directions concernées

Santé, sécurité au travail et prévention des risques professionnels

- Finalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels
- Achèvement du dispositif de déclaration des accidents de travail et des maladies professionnelles dans une concertation plus poussée

136 251 461 €

CHIFFRES CLÉS

Masse salariale : 135 M€ dont :
- **11 M€** pour le STM
- **21 M€** pour le budget annexe Santé et protection de l'enfance

Effectif total : 3 095 agents

2 614 titulaires

481 contractuels

277 agents affectés au STM

373 agents de catégorie A

365 agents de catégorie B

2 158 agents de catégorie C

40 Contrats Emplois d'Avenir

159 Contrats Uniques d'Insertion

191 agents mis à disposition, dont 105 avec remboursement

8 agents détachés

79 recrutements dont 61 non titulaires

51 départs à la retraite, soit plus du double par rapport à 2017

Frais de déplacements et missions des agents : **734 K€**

Formation des agents

1 128 agents formés, dont 22 % via le CNFPT

310 agents en formation intra Conseil départemental

96 agents bénéficiant de la formation obligatoire d'intégration

28 agents en formation d'un an et plus

8 agents ayant effectué un stage d'immersion

Versement à des organismes privés de formation : **225 K€**

Dialogue social

9 réunions organisées suite aux préavis de grève du personnel

6 protocoles d'accord signé

Médecine préventive

339 consultations effectuées

71 préconisations d'aménagement de poste

27 études de poste

Moyens généraux, numérique

14 638 561 €

CHIFFRES CLÉS

Sites de la collectivité
127 sites occupés par les services du Département

43 sites reliés au siège

113 agents de gardiennage des sites

Parc télécommunication
463 abonnements GSM dont 27 passerelles et 153 abonnements de géolocalisation

1 500 téléphones fixes dont 537 postes IP déployés en 2018

3 sites reliés par la nouvelle téléphonie voix sur IP

1 723 PC dont 45 % ayant moins de 3 ans

93 copieurs

5 directions opérationnelles équipées en terminaux

32 serveurs physiques dont 21 obsolètes

Logistique, parc automobile
159 véhicules dont 104 acquis en 2018

Carburant : 241 K€, dont 17 % relevant du budget annexe SPE

Volume consommé par carburant :
- essence : **30 %**
- gasoil : **70 %**

Transmission dématérialisée au contrôle de légalité
1 317 transmissions dont :
- **41%** relevant des actes de l'assemblée
- **32 %** relevant des actes de ressources humaines.
- **25 %** relevant de la commande publique

Dématérialisation des courriers
1 115 courriers arrivés

Actions réalisées en 2018

Système d'information dématérialisé

- Mise en place de la nouvelle téléphonie voix sur IP reliant des sites du Conseil départemental
- Mise en place du contrôle d'accès par badge magnétique au siège
- Mise en place d'applications de gestion, notamment dans le cadre de la dématérialisation :
  - du circuit de validation des projets de rapport et délibération
  - des actes soumis au contrôle de légalité
  - des marchés publics
  - de la gestion des aides aux étudiants (logiciel « BIKA »)
- Migration web du progiciel Finances
- Mise en place de la signature électronique pour les ordres de paiement et de recouvrement (mandats et titres de recettes)

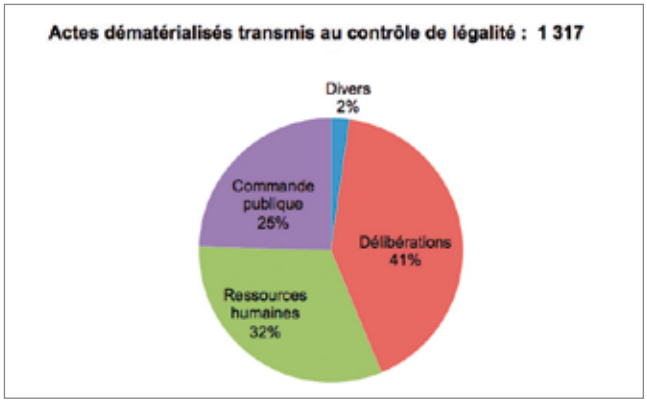
Gestion du parc automobile et des sites

- Informatisation de la gestion du parc automobile avec un logiciel dédié (gestion du contrôle technique, du carburant en temps réel, …)
- Renouvellement du parc automobile par l'acquisition de nouveaux véhicules
- Aménagement de la délégation de Mayotte à la Réunion (salle de réunion, mobilier et réorganisation du système d'information)
- Amélioration de l'entretien des locaux par une externalisation des prestations de nettoyage sur les sites complexes

Perspectives 2019

Système d'information dématérialisé

- Déploiement de logiciels de gestion d'aide sociale généralisée, de gestion des subventions, de gestion de la formation professionnelle
- Mise en place de l'archivage et la gestion électronique des documents
- Nouvelle solution « Web délib » de gestion des projets de rapport et délibérations
- Dématérialisation des convocations des élus
- Mettre en place un bus applicatif pour fluidifier les processus dématérialisés
- Lancement de la mise en place de la plateforme du patrimoine culturel immatériel mahorais
- Expérimentation du télétravail



Gestion du parc automobile et des sites

- Meilleure application du règlement intérieur pour mieux maîtriser l'exploitation du parc automobile
- Installation de visioconférence dans les salles de réunion de la Délégation de Mayotte à la Réunion



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION

11 617 540 €

- Aides aux entreprises
- Tourisme
- Soutien au commerce, à l'artisanat
- Agriculture, pêche et culture marine
- Innovation, pôle de compétitivité

Le développement économique est une des traductions de l'exercice de la compétence régionale du Conseil départemental de Mayotte.
L'action de la collectivité dans ce domaine consiste à soutenir les entreprises locales ainsi que les filières et secteurs d'activités créateurs d'emplois et porteur de l'attractivité du territoire.

Il s'agit également de mettre en place des outils nécessaires pour un développement équilibré du territoire, en particulier par la création de pôles d'activités économiques, de pôles d'excellences rurales.

Parallèlement, le Conseil départemental encourage les projets d'innovation économique.

4 128 687 €

CHIFFRES CLÉS

Aides économiques accordées aux entreprises : **1,8 M€** dont :
- **1 M€** d'aide exceptionnelle en faveur de 2 sociétés dans les secteurs de l'informatique et de santé
- **50 K€** pour des entreprises en création
- **71 K€** en faveur de la création de 2 pharmacies dans le Sud et en Petite-terre
- **125 K€** d'aide à la presse d'information générale en faveur de 3 sociétés

Recettes d'octroi de mer : **88 M€** soit - 13 % par rapport à 2017

Recettes d'octroi de mer régional : **15 M€**

Exonérations fiscales accordées aux entreprises locales : **13 M€** (et 18 M€ en 2017)

Structures d'accompagnement
2,4 M€ octroyés aux structures d'accompagnement des entreprises, dont :

828 K€ à l'ADIM

541 K€ à la Boutique de gestion

300 K€ à la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire

165 K€ à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Mayotte

107 K€ à la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Mayotte

105 K€ à Créa'Pépites

105 K€ à la Plateforme Initiative Mayotte

90 K€ à Oudjérébou

89 K€ au Cabinet Mahorais de Conseil

20 K€ à l'ADIE pour la gestion du fonds de prêt d'honneur

376 porteurs de projet accueilli à l'ADIM

30 dossiers contrôlés sur le terrain

33 dossiers passés en CTAE



Aides aux entreprises

Actions réalisées en 2018

Aménagement de zone d'activité économique (ZAE)
- Révision du schéma départemental des ZAE
- Déclassement de la ZAE de Longoni Vallée III dans le Plan Local de l'Urbanisme de la commune de Koungou
- Réalisation des ZAE à Malamani et Combani

Accompagnement des acteurs du développement économique
- Création et tenue de deux réunions de la Commission Technique d'Aides Économiques (CTAE), une instance apportant un avis sur les demandes d'aide publique
- Création d'un dispositif d'aide publique à la presse écrite d'information générale
- Accompagnement des entreprises dans le cadre des fonds de prêt d'honneur
- Appui au développement du tissu économique local et à la filière de l'économie sociale et solidaire

Actions de promotion et du développement économique
- Organisation de l'opération Invest In Mayotte en partenariat avec l'Agence de Développement et de l'Innovation de Mayotte (ADIM) pour présenter Mayotte à des investisseurs potentiels
- Organisation d'un forum économique, pour promouvoir les opportunités d'investissement et d'affaire entre les acteurs locaux, régionaux et internationaux
- Étude relative au Schéma Régional de Développement Economique, de l'Innovation et d'Internationalisation (SRDE2I)
- Participation à l'atelier de formation du réseau régional d'accompagnement d'initiative Clusters

Fiscalité directe locale, octroi de mer, défiscalisation
- Participation aux réunions d'évaluation du dispositif d'octroi de mer, à la consultation des collectivités sur la rédaction de l'article 2 de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer
- Révision des taux d'octroi de mer et exonérations d'octroi de mer externe en faveur des entreprises locales, de certains services publics

Perspectives 2019

- Évaluation de l'octroi de mer et réalisation d'étude sur les dispositifs fiscaux
- Finalisation et adoption du SRDE2I
- Contrôle de la mise en œuvre des projets soutenus

2 579 342 €

CHIFFRES CLÉS

2,3 M€ au CDTM, dont :

1,4 M€ en fonctionnement et **900 K€** pour la réalisation de son plan d'actions

Subventions aux entreprises du secteur touristique : **149 K€**

96 K€ attribués pour l'organisation locale des élections de Miss

5 paquebots accueillis

56 300 touristes

2 784 croisiéristes

Participation à **3 Salons** du tourisme

25 060 visiteurs
(- 10 % par rapport à 2017)
au Salon du tourisme de Mayotte

84 exposants

Tourisme

Actions réalisées en 2018

Stratégie de développement touristique

- Subventionnement du Comité Départemental du Tourisme de Mayotte (CDTM)
- Aide à l'investissement en faveur des entreprises du secteur touristique
- Contribution financière à l'organisation des élections de Miss Mayotte et Miss Prestige

Promotion et commercialisation des produits touristiques

- Promotion de la destination Mayotte à travers différents salons professionnels du tourisme (Salon de la plongée à Paris, Top Resa,…)
- Participation à l'organisation de la 1re édition du Festival du Lagon de Mayotte, organisé autour de six pôles : protection et préservation, métiers du lagon, loisirs et activités de la mer, gastronomie, initiations et démonstrations, îles Vanille
- Organisation de l'accueil des croisiéristes en escale à Mayotte
- Réalisation en septembre 2018 de la 7e édition du Salon du tourisme et des loisirs de Mayotte

Perspectives 2019

- Appui de la filière touristique, notamment par un accompagnement des intercommunalités dans le développement touristique de leur territoire
- Élaboration du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs de Mayotte
- Accompagnement des projets en cours de finalisation en matière d'hébergement touristique
- Amélioration de l'accueil des croisiéristes





53 098 €

CHIFFRES CLÉS

5 entreprises du commerce aidées

10 entreprises soutenues dans le domaine du service

13 femmes entrepreneuses bénéficiaires de l'Aide à l'Initiative des Femmes (**3 250 €** par femme), dont 5 en matière de commerce

Soutien au commerce, à l'artisanat

Actions réalisées en 2018

- Soutien financier à des porteurs de projets économiques dans le commerce
- Valorisation des femmes créatrices d'activité économique

Perspectives 2019

- Évaluation du financement des actions de la chambre de commerce et d'industrie, et la chambre des métiers et de l'artisanat de Mayotte

4 263 752 €

CHIFFRES CLÉS

Piste des hauteurs de Dembéni : **5,3 km**

Subventions octroyées : 965 K€ dont 390 K€ attribués à la CAPAM

248 K€ pour la modernisation des très petites exploitations agricoles

232 K€ à la CoopADEM

47 K€ à M. Anli Ambody pour relancer son activité suite à un sinistre

50 visites réalisées sur le terrain

Aides à la structuration des filières agricoles : **3,2 M€**

Relance à la production agrumicole : **22 K€**

17 dossiers de demandes d'aides de minimis validés pour un montant de **233 k€**

Unité de production d'avicole de AVIMA : **464 K€**

400 rejets de bananes produits

3 collections de patate douce en phase d'essai

2 parcelles de maïs créées

Recettes des régies : **2 K€** dont 1 K€ en scierie et 1 K€ en station de recherche agronomique



Agriculture, pêche et culture marine

Actions réalisées en 2018

Aménagements agricoles et ruraux

- Réalisation des études de faisabilité technique, juridique et financière pour l'aménagement du pôle d'attractivité économique et touristique de Coconi (AGROPOLIS)
- Traitement des demandes d'extension électrique pour les activités agricoles
- Désenclavement des exploitations agricoles, par l'achèvement des travaux des pistes de Mavingoni (commune de Dembéni), de Ouangani, et le lancement des travaux de la piste des hauteurs du village de Dembéni
- Redynamisation des zones à fort potentiel agricole telles que le réseau d'irrigation collective de Habwé

Programmes de développement agricole du secteur primaire

- Restructuration des filières à travers la régénération du parc agrumicole de Coconi, la cocoteraie Mahoraise et la production de rejets de bananes par la méthode PIF (Plant Issu de Fragment de tige)
- Soutien de la Chambre d'Agriculture de la Pêche et de l'Aquaculture de Mayotte (CAPAM) et la coopérative CoopADEM pour des missions spécifiques
- Attribution d'aides individuelles à l'investissement
- Réalisation de visites de terrain pour des conseils, audits, évaluations et inspections des agriculteurs
- Participation à la journée de l'élevage et au séminaire AgroecoDom, séminaire des Réseaux d'Innovation et de Transfert Agricole
- Organisation de l'Université Rurale de l'Océan Indien (UROI) portant sur l'innovation rurale mahoraise

Protection, valorisation, gestion durable des forêts départementales

- Réalisation d'actions de gestion et de surveillance forestière (pour lutter contre le défrichement, le pâturage, la coupe ou l'enlèvement d'arbres, le dépôt de déchets et le feu de forêt)
- Réalisation des études pour l'aménagement global du Parc Forestier de Coconi ainsi que la modernisation de la scierie départementale
- Opération d'élagage et d'abattage des arbres gênant le bon fonctionnement des établissements et la sécurité des usagers
- Création de parcelles de maïs

Soutien à la filière pêche et aquaculture

- Autorisation par la Commission européenne de l'octroi d'aides au renouvèlement des flottes de pêche afin de développer ce secteur
- Restructuration de la filière pêche mahoraise et mise en place d'un groupe de travail pluridisciplinaire afin de produire un document stratégique déclinant les actions à engager dans la promotion de l'économie bleue



Perspectives 2019

- Lancement de nouveaux projets FEADER et marchés publics pour la mise en œuvre des aménagements forestiers
- Montage de dossiers de financement pour obtenir un appui technique, une dotation en matériel, une labellisation de la pépinière et promouvoir l'existence de la pépinière auprès des partenaires habituels et potentiels
- Montage de dossiers de financement pour la modernisation de la scierie départementale de Coconi et du dossier de financement pour l'aménagement du Parc Forestier de Coconi
- Réalisation des travaux de reboisement des bassins versants alimentant les retenues collinaires de Combani et Bouyouni
- Réalisation des travaux des pistes Dzoumogné – Bandrani, Hachiké – Sohoa Bé
- Réalisation du marché d'entretien des voiries pour des interventions sur les ouvrages et la chaussée
- Lancement des travaux sur les captages et réseaux d'hydraulique agricole
- Mise en place d'un réseau d'agriculteurs en vue d'améliorer la production d'agrumes
- Élaboration des orientations stratégiques pour le développement rural de Mayotte 2020-2030
- Réalisation de l'atlas agricole et rural de Mayotte
- Inauguration du Pôle d'Excellence Rurale (PER) de Coconi

592 661 €

CHIFFRES CLÉS

3 projets innovants soutenus :

- Solupro : **49 K€**
- PhytoMaora : **44 K€**
- ITH Center : **500 K€**

4 zones d'activités économiques en autorisation de programme dont **3 en phase d'étude**



Innovation, attractivité économique

Actions réalisées en 2018

Soutien à l'innovation

- Études pour la création de la Technopole de Dembéni
- Participation à l'atelier de formation du réseau d'accompagnement d'initiatives Clusters aux Seychelles et à l'île Maurice, dans le cadre du Programme de Renforcement des Capacités Commerciales dans l'Océan Indien (PRCC-OI)
- Soutien aux porteurs de projets innovants (Solupro, Phytomora, ITH Center)
- Mise en place d'un dispositif de soutien à l'innovation destiné à financer des établissements publics, lycées, organismes de recherche.

Attractivité économique

- Étude en vue de créer des zones d'activités économiques
- Réflexion sur la mise en place d'actions permettant au département de se faire connaitre, attirer des investisseurs et être compétitif
- Participation à l'étude qui a permis de répertorier, accompagner et suivre les entreprises locales ayant une offre innovante et une forte capacité à se développer à l'international
- Participation aux actions mettant en lumière des secteurs d'activités présentant une forte valeur ajoutée à destination d'investissement locaux et ou internationaux

Perspectives 2019

Soutien à l'innovation

- Organisation de concours de sélection locale puis accompagnement des entreprises au concours Innovation Outre-mer à Paris
- Suivi de la mise en œuvre des projets innovants

Attractivité économique

- Finalisation des études sur le potentiel d'aménagement des trois zones d'activités économiques (Combani, Malamani, Badamiers)



FORMATION, APPRENTISSAGE

26 998 013 €

- Étudiants hors Mayotte, filière d'excellence
- Formation professionnelle, apprentissage
- Observatoire, information et orientation sur l'emploi, les métiers

De manière volontariste, le Département accompagne les étudiants hors Mayotte en octroyant des aides financières et en mettant à leur disposition des médiateurs académiques dans le cadre de leurs démarches.

Afin de pallier les carences observées dans certains secteurs (santé, social, ingénierie, recherche…) et de faire face au contexte spécifique d'insularité, le Département a ainsi mis en place un nouveau règlement des aides qui priorise les filières présentant un intérêt pour notre île.

Concernant l'insertion professionnelle, des actions de formation à destination des demandeurs d'emploi sont mises en place à partir du programme régional de formation professionnelle de Mayotte.

Enfin, à travers le CARIF-OREF (Centre des ressources et de la formation - Observatoire Régional de l'emploi et de la formation) et le CNAM (conservatoire national des arts et métiers), la collectivité met également à disposition du public des formations et informations pour leur permettre de se former ou s'orienter dans un domaine spécifique.

Étudiants hors Mayotte, filière d'excellence



9 379 163 €

CHIFFRES CLÉS

Année scolaire 2017/2018
2 657 étudiants aidés

222 lycéens pris en charge

829 primo partants dont 38 lycéens et 791 étudiants

303 K€ de prime d'installation

93 billets de retour définitif

99 K€ d'indemnités de retour définitif

5 bénéficiaires de la caution de logement pour un montant de 2 K€

10 médiateurs académiques

44 K€ dans le cadre du projet FSE pour suivre les étudiants de l'académie de Bordeaux

169 K€ attribués aux organismes et associations parascolaires

Bourse et diverses aides en faveur des étudiants et lycéens mahorais hors Mayotte : **8 M€**

434 étudiants en 2e cycle (master 1 et 2)

19 doctorants

Dématérialisation des aides aux étudiants mahorais
4 056 dossiers traités dont :

- 2 556 acceptés par la COBA
- 247 suspendus pour absences injustifiées, certificat de scolarité non fourni, ou décision non signée

Stage à l'étranger des étudiants mahorais
7 dossiers validés

7 520 € d'indemnités

Actions réalisées en 2018

Bourses et aides

- Traitement, suivi et paiement des demandes de bourses, d'aides
- Suivi des étudiants de l'académie de Bordeaux dans le cadre du programme opérationnel européen FSE
- Développement interne de la solution BIKA (dématérialisation de la gestion des aides et de la bourse)

Enseignement supérieur et filière d'excellence

- Délibération sur la priorisation des filières d'enseignement supérieur, une des nouveautés du nouveau règlement de bourse
- Partenariat avec l'Union Européenne et les TAAF pour le programme du 10e FED régional
- Partenariat avec l'Institut des Récifs Coralliens du Pacifique

Éducation, orientation

- Soutien financier des associations des parents d'élèves des lycées
- Organisation de la 4e édition de la journée nationale des diplômés à Montpellier
- Organisation de la journée de l'enseignement supérieur et du forum des associations étudiantes pour mettre à disposition des informations auprès des lycéens et étudiants

Perspectives 2019

Étudiants et lycéens hors Mayotte

- Poursuite des travaux sur le nouveau logiciel (intranet, saisie extranet et application Smartphones)
- Poursuite du développement et consolidation des partenariats avec les associations des parents d'élèves et les associations d'étudiants mahorais
- Lancement des études sur l'élaboration du schéma régional de la recherche et de l'enseignement supérieur de Mayotte
- Dématérialisation complète du traitement de la bourse

15 387 152 €

CHIFFRES CLÉS

Formation professionnelle

52 marchés notifiés du programme de formation pour un montant de **4,5 M€**

7,8 M€ versés à l'Agence de Services et de Paiement

900 nouveaux bénéficiaires de la formation professionnelle

390 K€ alloués à 3 associations d'insertion professionnelle

Formation sociale

12 concours de niveau 3, 4 et 5 en partenariat avec 4 instituts

51 admis dans **6** filières, répartis dans **4 IRTS** à Mayotte, la Réunion et en Métropole

33 nouveaux diplômés IRTS

Indemnités versées aux étudiants en IRTS : **2 M€** dont :
- 1,9 M€ dédiés aux bourse et frais scolaires

65,5 K€ aux frais de transport et d'assurance

111 étudiants répartis dans 3 filières de l'IFSI Mayotte

Formation sanitaire

10 nouveaux diplômés infirmier-ère

15 nouveaux diplômés Aide-soignant

13 nouveaux diplômés auxiliaires de puériculture

Bourse versée aux étudiants en IFSI : **710 K€**

Volet mobilité hors Mayotte

Convention avec LADOM : **1,2 M€**

10 projets accompagnés

CFA académique

Subvention au CFA académique : **1,2 M€**

247 apprentis dont :
- 202 inscrits en CAP (112 en 1re année et 90 en 2e année)
- 45 apprentis inscrits en Bac Pro (14 en 1re année et 31 en 2e année)

CNAM

10 auditeurs inscrits dont :
- 5 salariés du privé
- 3 demandeurs d'emploi

90 unités d'enseignement

Formation professionnelle, apprentissage

Actions réalisées en 2018

Accompagnement scolaire et mobilité hors Mayotte

- Soutien financier aux étudiants et instituts de formations sociales et sanitaires (IFSI et IRTS), et à l'Agence d'Outre-mer pour la Mobilité
- Organisation de concours dans le domaine social en partenariat avec quatre Instituts Régionaux du Travail Social (IRTS)
- Conventionnement avec LADOM pour l'accompagnement des projets en mobilité (formation, stages pratiques, bourse…)

Insertion professionnelle

- Financement des structures de formation, d'orientation et d'accompagnement des publics en difficulté (Mission Locale, CRIJ, L'Ecole de la 2e chance, etc.)
- Signature d'une cinquantaine de conventions avec des centres ou organismes de formation
- Notification du marché pluriannuel de la formation professionnelle 2018-2022

Apprentissage

- Regroupement des quatre UFA en Centre de Formation des Apprentis (CFA) académique, appelé « CFA de Dzoumogné »

Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) de Mayotte

- Organisation des formations à distance proposées par le CNAM de Mayotte

Perspectives 2019

Accompagnement scolaire et mobilité hors Mayotte

- Élaboration d'un règlement d'intervention ou attribution pour les aides individuelles à la mobilité
- Harmonisation des aides du Département attribuées aux étudiants, apprenants et stagiaires de la formation professionnelle en mobilité, afin d'éviter des doublons

Insertion professionnelle

- Rehaussement de l'enveloppe financière d'aides à la mobilité pour la prochaine convention, afin d'augmenter le nombre de stagiaires et apprenants accompagnés
- Suivi de l'insertion des stagiaires (enquête insertion)

Apprentissage

- Ouverture de sections d'apprentissage à Kahani, Kawéni et d'une UFA au lycée de Petite-Terre
- Ouverture d'une formation sur l'agro-alimentaire à Coconi
- Création d'un CFA inter-consulaire prévu dans le SRDEII

Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) de Mayotte

- Agrémentation du CNAM national
- Création d'une régie de recettes CNAM pour développer les cours

2 231 698 €

CHIFFRES CLÉS

1,2 M€ attribués au GIP CarifOref, dont 200 K€ pour l'élaboration du CPRDFOP

5 719 fréquentations de la documentation et du site Internet dont **2 185 hommes et 3 534 femmes**

22 K€ pour l'installation de 8 « Plateformes Numériques Décentralisées »

10 424 visiteurs accueillis dont **9 536 à la Cité des métiers** et 888 lors des actions hors murs notamment dans les établissements scolaires

1 559 participants aux **24 ateliers** organisés par la Cité des métiers : **853 personnes** pour les ateliers orientation, 670 personnes pour les ateliers partenaires et **30 personnes** pour l'atelier CIO

63 ateliers animés par divers partenaires en partenariat avec la Cité des métiers

15 actions hors murs organisés par la Cité des métiers



Observatoire, information et orientation sur l'emploi, les métiers

Actions réalisées en 2018

Centre des ressources et de la formation

- Mise à jour et développement du site internet, pour l'adapter aux nouvelles exigences nationales sur la description et la diffusion des actions de formation
- Réalisation des actions de communication pour promouvoir le site internet, les offres de formation et le centre de documentation
- Réalisation de l'enquête de la DARES (direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) 2018 sur l'activité de formation du département
- Signature d'une convention d'hébergement et développement de la base de donnée « info-maecha-mayotte.fr »
- Élaboration du Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelle (CPRDFOP) 2019-2021

Cité des métiers

- Création des antennes de la Cité des métiers sous l'appelation de « plateforme numérique décentralisée » dans les communes de Sada, Pamandzi, M'tsamboro, M'tsangamouji, Bouéni, Kani-Kéli et Tsingoni
- Acquisition d'un bus aménagé en bibliobus et équipé en 4G pour des actions sur le terrain
- Renforcement du partenariat avec le CIO (centre d'information et d'orientation) et le CRIJ (centre régional information jeunesse) pour la mise en place et le déploiement en commun de programmes d'actions sur l'orientation, la formation, la créativité et la mobilité, etc…
- Organisation d'ateliers sur l'orientation, les partenariats et le CIO

Plateforme de Lutte contre l'Illettrisme et l'Analphabétisme (PLIA)

- Mise en place d'un fonds documentaire pour le centre de ressources sur l'illettrisme
- Organisation de colloques sur l'illettrisme
- Signature d'une convention de partenariat avec le Régiment du Service militaire adapté de Mayotte (RSMA), les jeunes cadets, la commune de Chirongui (par le biais du Contrat Territoire Lecture)

Perspectives 2019

Centre des ressources, formation et orientation sur les métiers

- Poursuite de l'installation des plateformes numériques décentralisées dans les communes par la création de trois centres associés de la Cité des métiers dans les communes d'Acoua, Koungou et Mamoudzou (MJC de Mgombani)
- Renforcement des moyens humains par la formation des agents et l'achat de la documentation numérique pour équiper les plateformes numériques décentralisées
- Validation du Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelle 2019-2021



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, INFRASTRUCTURES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

55 568 396 €

- Foncier et domaine
- Planification, soutien aux collectivités
- Infrastructures, équipements, réseau haut-débit
- Transports terrestres, liaisons maritimes
- Aménagement, exploitation des ports maritimes
- Développement durable

Afin d'améliorer le cadre de vie de la population, la mobilité des personnes et des marchandises, le Conseil départemental s'engage dans la réalisation d'infrastructures, d'équipements, du réseau de transport terrestre et maritime, du réseau haut débit, … en apportant une assistance foncière aux projets publics menés par d'autres organismes publics, en s'appuyant sur des outils de planification stratégiques tels que le Schéma d'Aménagement Régional, le Schéma Régional des Infrastructures et de Transport, le Plan Pluriannuel d'Investissement.

Ainsi, des projets structurants, notamment, les ouvrages en bâtiment, les infrastructures routières, et les travaux de maintenance et d'entretien des ouvrages existants sont réalisés ou en cours de réalisation directement par le Département ou en co-financement (CPER, ou programmes opérationnels européens FEDER/FSE/FEAMP,…).

Aussi, concernant l'aménagement numérique du territoire, un déploiement de réseau de collecte dans le sud est effectué ainsi qu'un développement de 45 km de fibre optique, afin d'améliorer la qualité Internet de nombreux foyers.

S'agissant des actions menées en matière de développement durable (**selon l'article L3311-2 du CGCT, le Décret n° 2011-687 du 17 juin 2011** relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales), le Département agit pour sensibiliser à la protection de la biodiversité et des milieux naturels, développer les énergies renouvelables.

1 199 355 €

CHIFFRES CLÉS

Régularisation et cession foncières

384 nouvelles demandes foncières enregistrées

5 Commissions du Patrimoine Foncier (CPF) organisées

620 dossiers examinés en CPF, dont :

42 % avis favorables, soit 262 dossiers (46 % régularisations gratuites, 44 % ventes, 6 % cessions aux communes et 4% locations)

13 % avis défavorables, soit **80** dossiers, 24 % ajournés, soit **147** dossiers et 21 % reportés, soit **131** dossiers

28 dossiers de bornage dans le cadre du décret de 1911

150 convocations de bornage réalisées

498 réquisitions d'immatriculations créées

427 dossiers de bornage contrôlés par le service topographique

488 actes de reconnaissance de propriété définitive délivrés

1 576 dossiers en attente de signature ou de pièces complémentaires par leurs bénéficiaires pour les actes de propriété définitifs

20 opérations pour la lutte contre les occupations illégales

297 interventions de la brigade d'enquête foncière

3,5 M€ de cessions foncières au profit des communes

Occupation du domaine

75 dossiers traités par la régie de recettes dont 3 concernent la vente de terrains

559 K€ de recettes domaniales

Locations immobilières pour les services de la collectivité

Dépenses locatives : 1,1 M€

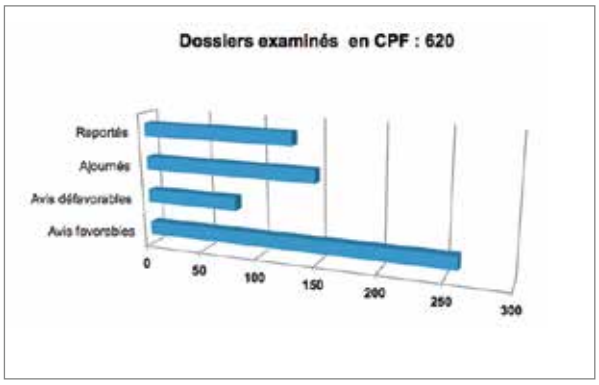
Foncier et domaine

Actions réalisées en 2018

- Création d'une régie unique de recettes et d'avances par la fusion des deux régies existantes
- Assistance foncière aux projets publics :
  - Appui aux projets propres du Département : suivi des dossiers LATS, réseau d'arrêts de bus pour le transport collectif et recherche de sites pour les archives départementales (PMI, CMS, complexes sportifs et l'extension de la vallée industrielle de Longoni)
  - Appui technique aux projets du SIEAM (retenue collinaire de Ouroveni, station traitement des Eaux usées de Longoni, Petite Terre, Tsingoni, Combani)
  - Appui aux projets d'EDM : notamment la réalisation de la nouvelle ligne Haute Tension EDM Longoni-Sada
  - Aides aux communes : étude des demandes d'acquisition de foncier, appui technique dans le cadre des recherches de sites pour les projets communaux, suivi de l'ANRU de Mgombani et de Kawéni et Majicavo
- Poursuite des travaux concernant la convention entre France Domaine et le Département de Mayotte définissant une grille d'évaluation de base pour la régularisation foncière

Perspectives 2019

- Restructuration et renforcement des capacités techniques et administratives des services fonciers par une modernisation des outils de gestion et de pilotage des opérations foncières et immobilières
- Renforcement de l'accès à la terre et à la sécurisation foncière par une réflexion sur la mise en place d'une nouvelle procédure de régularisation foncière sur les terrains privés du Département
- Mettre en œuvre des opérations de veille et de maîtrise foncière en mettant en place un Observatoire Départemental du Foncier
- Réalisation d'un inventaire exhaustif du patrimoine foncier et immobilier, accompagné d'un plan de valorisation et d'optimisation des recettes domaniales pour garantir une gestion active et stratégique du patrimoine immobilier du Département
- Poursuite des travaux de mise en place du Schéma Directeur Immobilier





2 918 730 €

CHIFFRES CLÉS

1,2 M€ accordés pour les projets de rénovation urbaine, dont 885 K€ pour la rénovation urbaine de Mamoudzou M'Gombani

6 851€ pour des missions d'assistance de reprise du plan d'aménagement et du développement durable

Soutien aux communes
6 opérations subventionnées

2,6 M€ versés aux communes

Fonds Régional d'Aménagement et Foncier Urbain
Réalisation d'une station d'épuration à Sohoa : **248 K€**

Études pré-opérationnelles d'aménagement de logements et d'équipements de M'Bouanatsa : **50 K€**

2,4 M€ prévus pour le fonds régional d'aménagement et foncier urbain

133 K€ pour la rénovation de l'ancien bâtiment de la SIM à Cavani par la SPL

Planification, soutien aux collectivités

Actions réalisées en 2018

Aménagement du territoire et urbanisme

- Notification du nouveau marché d'élaboration du SAR (schéma d'aménagement régional) de Mayotte
- Participation financière dans le cadre du Fonds Régional d'Aménagement et Foncier Urbain (FRAFU)
- Suivi du Schéma directeur immobilier, de la préfiguration du Musée de Mayotte (MUMA), du projet de construction du Centre de formation des sportifs de haut niveau, de la construction du nouveau bâtiment des Archives départementales et du Centre de recherche et de documentation scientifique
- Participation aux discussions portant sur l'entretien des routes départementales et le transfert des collèges et lycées
- Suivi du dossier relatif aux transports scolaires (demande de dotation générale de décentralisation, participation à des réunions du groupe de travail sur le transfert de la gestion des transports scolaires à la CADEMA)

Appui aux communes pour le développement local

- État des lieux des engagements et de l'exécution des conventions avec les communes
- Soutient aux communes pour des opérations d'investissement : construction des infrastructures culturelles et sportives, de la voirie rurale, éclairage public, etc.
- Soutien du Conseil départemental à la politique de rénovation urbaine notamment, à travers le projet de rénovation de M'Gombani, de Kahani, de Majicavo-Koropa dans la commune de Koungou et du quartier de la Vigie (Petite-terre).
- Validation de la liste des projets relatifs au contrat de plan État/Région (CPER)

Perspectives 2019

- Poursuite de l'appui aux projets des autres collectivités (communes, intercommunalités…)
- Finalisation de la convention pour le projet urbain de Kawéni







12 831 631 €

CHIFFRES CLÉS

Dépenses de travaux, maintenance et entretien : **782 K€**

5 PMI en cours de construction

14 projets structurants initiés en 2018, dont 11 sont en phase d'étude de faisabilité pour un coût de 170 M€

Programmation en investissement routier : **19,8 M€**, dont 10 M€ en entretiens curatif et préventif des chaussées

21 Km de routes départementales réfectionnées pour un montant de : **7,6 M€**

45 % des routes départementales sont en bon état

21 sur 260 ouvrages hydrauliques réalisés pour une somme de **2 M€** contre 22 en 2017

Infrastructures, équipements, réseau internet

Actions réalisées en 2018

Ouvrages en bâtiment

- Réalisation du Pôle d'Excellence Rural de Coconi
- Mise en chantier des PMI (protection maternelle et infantile)
- Lancement et consultation de maitrise d'œuvre pour des projets d'envergure tels que les centres médicaux sociaux, les crèches départementaux,…
- Réalisation de mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération, d'expertise technique, d'assistance et d'appui technique pour la réalisation des projets propres de la collectivité (restauration de Musée de Mayotte MuMa à Dzaoudzi, réalisation et livraison des portails, réfection du bâtiment des élus, …)



Infrastructures routières

- Réfection des chaussées départementales
- Réalisation d'études de faisabilité des aménagements relatifs aux traversées des agglomérations
- Suivi des études et des travaux sur la RD7, RD7A, RD16 et de l'accès au stade de Chiconi
- Livraison du mur de soutènement de Vahibé

Infrastructures de télécommunication (internet haut et très haut-débit)

- Finalisation des travaux relatifs à la fibre optique du 1er RIP à Mayotte (45 km de fibre optique) et connexion de 2 200 foyers au débit Internet de 20 et 30 Mégas
- Évolution de la bande passante internet de 20 Mbits à 100 Mbits pour le siège du Département

Perspectives 2019

Ouvrages en bâtiment

- Renforcement de l'effectif en ingénierie
- Mise en place d'un service programmation chargé de centraliser les demandes d'intervention, gérer les contrats de maintenance, suivre les avancements des activités
- Réfection de la chaussée départementale et réalisation d'ouvrages hydrauliques

Système d'information et de télécommunication

- Inauguration et commercialisation de l'infrastructure haut débit
- Renforcement des infrastructures réseaux des sites du Département en vue du passage au très haut débit

36 060 471 €

CHIFFRES CLÉS

Transport interurbain
AMO organisation et gestion du réseau de transport interurbain : **158 K€**

Études de maitrise d'œuvre de 3 pôles d'échange : **245 K€**, dont 65 K€ relatifs au pôle multimodal de Mamoudzou

Transport scolaire
Transport scolaire : **22,3 M€**

Études de maitrise d'œuvre des arrêts de bus et hubs : **128 K€**

Transport maritime
Études de faisabilité des lignes maritimes : **138 K€**

Études de faisabilité du transport maritime de marchandise et de matière dangereuse : **81 K€**

Traversée maritime Grande-terre et Petite-terre
Participation au STM : **11 M€**

Recettes : **4,3 M€** (+ 7 %), dont 4,2 M€ provenant de la vente de tickets pour les traversées

Nombre de traversées en 2018 :

- 4 671 497 passagers (-1 %)
- 349 929 deux roues (- 3 %)
- 340 708 véhicules légers (+ 21 %)
- 61 906 véhicules utilitaires (+ 22 %)
- 22 196 poids lourds (+ 32 %)

70 agents formés, dont 24 en formation spécifique maritime

126 agents embarqués

146 agents consultés en visite médicale sur 158 convoqués

2 156 jours d'absence pour maladie ordinaire contre 1 620 en 2017

Disponibilité de navires : **96 %** (-2,2 %)

Transports terrestres, liaisons maritimes



Actions réalisées en 2018

Transport terrestre scolaire, collectif et occasionnel

- Lancement des marchés de travaux pour les infrastructures de transports publics de voyageurs
- Délibération relative à l'organisation opérationnelle et contractuelle du réseau de transport interurbain et de la tarification applicable
- Préparation des dossiers de consultation des marchés de travaux des trois pôles d'échanges et du lancement des procédures de mise en concurrence
- Consultation pour le choix d'un maître d'œuvre relatif aux aménagements portuaires
- Développement du travail de partenariat, notamment avec le vice-rectorat et les forces de l'ordre sur les sites de ramassage sensibles
- Tenue de conseil de discipline pour sanctionner les incivilités commises par les élèves
- Suivi de l'exécution et des engagements pris par les exploitants des lignes des transports scolaires

Transport maritime (traversée Grande-terre et Petite-terre)

- Mise en place de formations générales et spécifiques maritimes (simulateur radar, revalidation CRO, CFBS,…)
- Organisation et suivi des visites médicales des agents
- Amélioration du suivi des entrées, des sorties des commandes et des inventaires
- Remise en l'état du fonctionnement du compresseur très haute pression à eau afin de réduire la pollution par sablage
- Consolidation du système ISM de la direction technique

Perspectives 2019

Transport terrestre scolaire, collectif et occasionnel

- Notification du marché de transport scolaire 2019-2021 et de celui du transport occasionnel
- Étude du transfert à la CADEMA de la compétence de transport scolaire et des démarches d'octroi de la dotation de décentralisation pour le transport scolaire

Transport maritime (traversée Grande-terre et Petite-terre)

- Recrutement d'agents de sécurité, de matelots, de capitaine 500
- Achèvement des travaux de sécurisation des accès et de la billettique
- Réflexion sur le classement des formations de mécanicien 3 000, 500 et plus dans les filières d'excellence mises en avant dans le nouveau règlement des aides du Conseil départemental

154 833 €

CHIFFRES CLÉS

Port de Longoni
189 escales de navires (contre 191 en 2017), dont 229 escales commerciales

Tonnage brut importé hors hydrocarbures : **97 243** contre 581 118 t en 2017

Tonnage brut en transbordement : **589 859**

Tonnage brut manipulé hors hydrocarbures : **1 000 073 t** conteneurs contre **1 149 725 t** en 2015

Tonnage hydrocarbures et gaz : **107 949** contre 111 891 t en 2017 dont 103 267 tonnes hydrocarbures et 8 624 tonnes de gaz

Conteneurs équivalent vingt pieds manipulés : **108 392** contre 71 564 en 2017

Conteneurs équivalent vingt pieds en transbordement : **43 712** contre 48 670 en 2017

Aménagement, exploitation des ports maritimes

Actions réalisées en 2018

- Mise en place du dispositif réglementaire lié à la sûreté portuaire
- Assermentation des auxiliaires de surveillance portuaires
- Formation des agents de la sûreté portuaire
- Finalisation de la Délégation de Service Public des ports de plaisance
- Mise en place des tarifs pour les utilisateurs du domaine public maritime (hors périmètre DSP plaisance)
- Mise en place d'un plan de formations mutualisé entre les ports de l'océan indien, en partenariat avec l'association des ports des iles de l'océan indien (L'APIOI)
- Mise en place d'un plan d'actions autour du thème de la croisière en partenariat avec l'APIOI, la Commission de l'Océan Indien et l'Association des iles Vanilles, dans le but de développer le dynamisme économique de la région et les échanges entre les territoires via l'activité de croisière
- Initiation d'un projet de plateforme féminine pour mettre en valeur la place de la femme au sein de la communauté portuaire des îles de l'océan indien



Perspectives 2019

- Recrutement, formation et assermentation des ACVS (agents chargés des visites de sûreté portuaire)
- Mise en œuvre des recommandations déclinées dans les plans de sûreté et sécurité portuaire
- Mise en place d'un nouveau délégataire pour les ports de plaisance de Mamoudzou et Dzaoudzi
- Réflexion sur la réfection du quai n°1 (programmation des études, chiffrage et financement)
- Entretien du quai n°2, du quai de servitude et du Terminal pétro gazier
- Réfection des rampes 5/5 (Passagers et quai à proximité du camion bar)
- Réfection des rampes Ballou et Issoufali
- Étude pour la réfection de la gare maritime internationale de Dzaoudzi
- Recherche d'un processus de conciliation avec la société Mayotte Channel Gateway dans le cadre de l'exécution de la DSP de Longoni

2 403 376 €

CHIFFRES CLÉS

1 voiture électrique Goupil G4 achetée : **32 K€**

Études de faisabilité des énergies renouvelables (filière éolienne) : **89 K€**

313 demandes d'aide pour équipement en chauffe-eau solaire pour un montant de 250 K€

Etude de développement de filière apicole : **59 K€**

Programmation des travaux de l'électrification rurale : **8 M€**

Coût de réalisation de plan régional de prévention et de gestion de déchet de Mayotte : **250 K€**

98 agents chargés de protéger l'environnement et le patrimoine naturel

Diagnostic des espaces naturels du Département et identification des sites prioritaires : **19,9 K€**

3 agents assurent la sensibilisation et l'entretien du site de la Lagune d'Ambato

185 jeunes accompagnés lors des ACM (Accueil Collectif de Mineurs)

82 K€ de subventions attribuées aux associations environnementales



Développement durable

Principales réalisations 2018

Gestion des ressources en eau, des déchets et du patrimoine naturel

- Entretien des rivières de Mro wa Tanabé, Mhogoni, Meresse , Guitroni et Ourovéni
- Participation au groupe de travail « Tortues Marines France » (État des lieux, diagnostic et définition des objectifs de gestion, élaboration des programmes d'entretien et de restauration), suivi des populations de tortue marine et suivi des makis en zone agricole
- Réalisation d'un diagnostic des espaces naturels du Département et identification des sites prioritaires dans le cadre du schéma départemental des espaces naturels sensibles
- Gestion et entretien des sites du conservatoire du littoral (sites de Saziley, des cratères de Petite-terre, du Lac de Karihani, vasière des Badamiers)
- Entretien, plantation, aménagement du parc aménagé de Mahabou et du parc botanique de Coconi
- État des lieux de la gestion de déchets de Mayotte, dans le cadre du Plan régional de prévention et de gestion des déchets de Mayotte

Sensibilisation à l'environnement, la biodiversité

- Sensibilisation à la protection de la biodiversité et des milieux (Enquête sur les tortues marines en Petite-terre, journées de la nature…) et accueil du public sur les sites en gestion par le Conseil départemental
- Réalisation d'animations en milieu scolaire et en plein air
- Accompagnement des associations environnementales dans la réalisation de leurs projets
- Participation à la journée de nettoyage dans la commune de Koungou
- Développement d'outils et de supports pédagogiques et de communication pour une meilleure sensibilisation de la population
- Création d'espace d'échange sur la protection de la biodiversité végétale
- Mise en place d'un espace de collection de certaines plantes médicinales, aromatiques et fruitières

Énergie renouvelable, équipements ruraux, électrification rurale



- Acquisition de la première voiture électrique (Goupil G4)
- Participation aux ateliers et débats relatifs à la semaine européenne de l'énergie, exposition du contexte énergétique de Mayotte et participation aux travaux du réseau RUP énergie
- Réalisation d'étude sur le développement des énergies renouvelables de la filière éolien et étude de développement de la filière apicole à Mayotte
- Participation à la journée de l'énergie et promotion de l'énergie solaire sur l'ensemble du territoire
- Réalisation des travaux relatifs à l'extension et au renforcement des réseaux électriques BTA et HTA dans les communes

Gestion durable des forêts départementales

- Réalisation d'essai de plantation sur padza : phase 2 des études du milieu et des espèces potentielles pour le reboisement des padzas





Perspectives 2019

Gestion des ressources en eau, des déchets et du patrimoine naturel

- Finalisation du plan régional de prévention et de gestion des déchets de Mayotte
- Préfiguration de l'Agence Régionale pour la Biodiversité (signature de la convention tripartite de partenariat État-Conseil départemental-Agence française pour la biodiversité)
- Réalisation du schéma d'entretien et de restauration des rivières de Mayotte (validation et mise en œuvre du plan d'action)
- Définition de la politique en faveur des espaces naturels sensibles dans le cadre du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles



Sensibilisation à l'environnement, la biodiversité

- Réactualisation la convention de partenariat entre le Vice rectorat et le Conseil départemental dans le cadre des animations scolaires
- Accompagnement et suivi en montage de projet et formation des associations
- Renforcement des supports de communication en interne (réaliser un journal interne trimestriel)
- Réalisation d'actions de sensibilisation et d'accompagnement des communes dans la plantation des arbres fruitiers



SOLIDARITÉ, ENFANCE ET SANTÉ

50 149 974 €

- Personnes en situation de handicap
- Personnes âgées
- Assistance sociale, aide au logement, RSA
- Médiation sociale
- Aide sociale à l'enfance
- Protection maternelle et infantile, santé
- Laboratoire d'analyses

Face à un contexte social de plus en plus tendu, le Département de Mayotte met en place des actions pour améliorer la qualité de service offert à la population, notamment en direction des publics les plus vulnérables.

En effet, le plan de mandature 2015-2021 de la collectivité confirme le renforcement des solidarités et de la cohésion sociale, pour une refondation de l'action sociale départementale.
Cela s'exprime sur le terrain par l'accompagnement financier des structures qui œuvrent dans le domaine médico-social, par la restructuration de l'aide sociale à l'enfance, ainsi que par la mise en place d'actions visant à lutter contre la maltraitance et l'isolement.

Outre les mesures volontaristes (aide sociale à l'amélioration de l'habitat ou l'accès à un logement décent, des secours exceptionnels en espèces ou en nature, …), d'autres mesures de droit commun à destination des personnes âgées et des personnes en situation de handicap sont mises en œuvre.

Aussi, un programme de réhabilitation et de construction de PMI est acté pour une meilleure prise en charge de la protection maternelle et infantile.

Enfin, l'action sociale du Département se concrétise à travers les actions de médiation réalisées par les cadis, qui ont pour but de renforcer la cohésion sociale dans le territoire.

1 045 539 €

CHIFFRES CLÉS

1 059 personnes en situation de handicap accueillies dans les UTAS

10 bénéficiaires d'aide-ménagère et d'aide sociale à l'hébergement

Participation dans le cadre de la convention avec la CNSA : **36 K€**

337 bénéficiaires de l'accompagnement socio-éducatif

1 100 dossiers réceptionnés à la MDPH, dont 80% concernant des enfants en situation de handicap

6 réunions de commission organisées

782 dossiers vus en Commission PH dont 205 adultes et 577 enfants

Accord AAH : **130**
Accord PCH: **8**
Accord AEEH : **121**

27 bénéficiaires de la « Prestation de la Compensation du Handicap » pour **10 K€**

185 dossiers d'enfants ayant fait l'objet d'une orientation scolaire

100 personnes reconnues travailleur handicapé (RQTH)

48 enfants et 35 adultes orientés en service et établissement médico-social

218 enfants orientés en service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD)

336 cartes d'invalidité dont 104 cartes d'invalidité enfant et 4 cartes de priorité

Personnes en situation de handicap

Activités réalisées en 2018

Accueil et suivi par les Unités Territoriales d'Action Sociale

- Conventionnement avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) sur la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile
- Lancement des appels à projet pour la création d'un Service d'Accompagnement Médico-sociale pour Handicapé (SAMSAH), pour l'ouverture d'un Centre d'Action Médico-sociale Précoce (CAMSP)
- Mise en place de la plateforme téléphonique de l'antenne ALMA (Allô maltraitance) à l'UTAS de Chirongui, en septembre 2018, pour lutter contre la maltraitance
- Participation au tour de Mayotte en fauteuil roulant, en collaboration avec l'ADAPEI (association départementale des amis et des parents des personnes en situation de handicap), la MDPH et le Vice-Rectorat de Mayotte
- Soutien aux associations œuvrant en faveur des personnes en situation de handicap

Maison départementale des personnes en situation de handicap (MDPH)

- Réception et instruction des dossiers des personnes en situation de handicap
- Mise en place des instances de droit commun, telles que le Fonds Départemental de Compensation (FDC) et déploiement de la prestation de compensation du handicap (PCH) sur le territoire
- Orientation scolaire des enfants en milieu ordinaire adapté, orientation professionnelle des personnes reconnues travailleur en situation de handicap, puis orientation des autres enfants et adultes ne pouvant être scolarisés en service et établissement médico-sociaux



Perspectives 2019

Accueil et suivi par les Unités Territoriales d'Action Sociale

- Déploiement de l'accès aux droits via une « caravane des droits » organisé avec des partenaires associatifs dans chaque commune
- Installation des services et établissements sociaux, médico-sociaux (CAMSP/SAMSAH) pour un accueil de jour et un hébergement temporaire
- Organisation d'un séminaire interinstitutionnel sur le développement du médico-social à Mayotte

Maison départementale des personnes en situation de handicap (MDPH)

- Mise en place d'un planning prévisionnel annuel dans le cadre de la commission départementale des personnes en situation de handicap (CDAPH)
- Amélioration du système informatique afin de participer au projet national « IMPACT et Handicap »
- Renforcement du partenariat avec les institutions et associations afin d'améliorer le parcours de l'usager

3 361 870 €

CHIFFRES CLÉS

463 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) pour une somme de **2,9 M€**

24 bénéficiaires de l'allocation simple vieillesse (ASV) pour un montant de **52 K€**

210 bénéficiaires de l'aide à la prise en charge de la dépendance pour un montant de **317 K€**

1 personne hébergée en foyer d'accueil médicalisé en Métropole pour un coût de **57 K€**

566 participants au Salon Cocos-Bacocos

10 bénéficiaires de l'aide-ménagère départementale par personne handicapée pour un montant de **57 K€**



Personnes âgées

Activités réalisées en 2018

- Mise en œuvre du schéma de l'autonomie pour les personnes âgées et les personnes en situation du handicap
- Évaluation de la situation des personnes âgées afin de proposer un accompagnement adapté aux besoins de leur famille et de leur environnement
- Conventionnement avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile à destination des personnes âgées
- Accompagnement des structures œuvrant pour les personnes âgées
- Réalisation du Salon Cocos-Bacocos de Mayotte en collaboration avec la fédération mahoraise des associations des personnes âgées (FMAPAR)
- Réalisation d'actions collectives dans le cadre de la semaine bleue (visite du Musée de Mayotte, des différents sites historiques de l'île, etc)
- Mise en œuvre du dispositif « accueillant familial »

Perspectives 2019

- Développement du partenariat avec le ministère des Outre-mer et le CNFPT, tout en consolidant la collaboration avec les partenaires existants (ARS, DJSCS…)
- Renforcement de la professionnalisation des intervenants à domicile
- Déploiement de l'accès au droit par une « caravane des droits » organisé avec les partenaires associatifs dans chaque commune voir dans chaque village
- Installation de petites unités de vie pour les personnes âgées pour un accueil de jour et un hébergement temporaire
- Maintien d'une cohésion sociale au sein des villages, en partenariat avec les cadis et les partenaires associatifs
- Dotation de compétences et de moyens humains dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Départemental de l'Autonomie
- Mise en œuvre de la conférence des financeurs pour une politique concertée en direction des personnes âgées de plus de 60 ans

146 747 €

CHIFFRES CLÉS

7 424 personnes accueillies dans les UTAS dont :
- **2 907** à l'UTAS petite terre
- **1 946** personnes accueillies pour la première fois

597 visites à domicile

4 040 demandes dont 1 193 ont abouti :
- **507** aides alimentaires des autres structures
- **178** aides alimentaires du CD
- **147** aides FSL

123 Secours exceptionnels/Aides ménagères accordés

526 personnes accompagnées dont 368 en insertion

349 particuliers orientés vers les services internes de la collectivité :
- 86 à la mission RSA
- 80 en la PMI
- 47 MDPH
- 46 DPAPH

1 433 orientations externes :
- 276 à la préfecture
- 231 à la justice
- 231 vers d'autres structures

3 structures d'aides à domicile créée (SAAD)

23 associations sociales accompagnées : **400 K€**, dont 41 % spécialisée en insertion et lutte contre l'exclusion

69 bénéficiaires de bon alimentaires : **5 K€**

310 bénéficiaires des aides extra légales pour un coût de **589 K€** :
- allocation vieillesse, enfant et adulte handicapé : **365 K€**
- allocation mensuelle : **22 K€**
- rapatriement du corps : **229 K€**

28 bénéficiaires de l'aide aux secours exceptionnel : **13 K€**

Aide au logement :
41 bénéficiaires FASUL pour un montant de **557 K€**
180 bénéficiaires FSL pour un montant de **41 K€**

Assistance sociale, aide au logement

Activités réalisées en 2018

Assistance sociale

- Accueil en entretien des publics demandeurs et instruction des demandes d'aide
- Accompagnement et suivi des publics dans le traitement des différentes problématiques
- Orientation des publics vers des services internes du Département (autres UTAS, PMI, ASE, DPA/PH, MPH, MRSA, service logement) ou vers des structures externes (CAF, sécurité sociale, CHM, Éducation nationale, associations, justice, Mairies, Préfecture)
- Organisation de réunions et rencontres par site pour concertation, réalisation de synthèse des actions réalisées et de la mise en œuvre des partenariats
- Accompagnement des personnes âgées, personnes handicapés et des personnes dans les besoins en attribuant des aides sociales
- Accompagnement des associations intervenant dans le domaine social

Aides au logement

- Attribution d'aides aux logements destinés aux populations très fragiles :
- FASUL (fonds d'aide sociale d'urgence pour le logement) permettant aux familles à faibles revenus de réaliser des travaux d'amélioration ou d'adaptation de leur logement occupé à titre de résidence
- Aide à la pierre se traduisant par la prise en charge partielle ou totale de l'apport personnel qui est demandé dans le cadre d'une accession à la propriété
- FSL (fonds de Solidarité pour le Logement) pour assurer leur maintien ou l'accès au logement

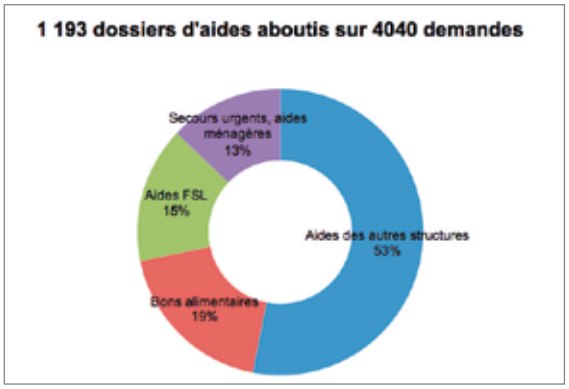
Perspectives 2019

Assistance sociale

- Développer le partenariat en recensant les ressources des secteurs participation à l'élaboration des schémas PTI/PDI (pacte territoriale d'insertion /programme départemental d'insertion) au travers des ateliers à thèmes
- Favoriser les actions de proximité par un conventionnement avec les CCAS en vue d'une collaboration centrée sur un diagnostic partagé et un co-accompagnement des foyers en difficulté
- Actions collectives d'information et de sensibilisation des publics sur les mesures existantes afin de faciliter l'accès au droit

Aides au logement

- Validation du règlement d'intervention en matière du Fonds de Solidarité





29 174 649 €

CHIFFRES CLÉS

Allocation RSA : 22 M€

5 130 foyers couverts par le RSA soit **17 466 bénéficiaires**
(+ 2.6 % de foyers par rapport à 2017)
2 085 foyers sont des femmes seules avec enfants
1 307 foyers ont entre 40-49 ans

Montant forfaitaire : **288 €**

73 agents dont 23 référents uniques

2 395 contrats d'orientation socio-professionnelle

2 269 contrats d'orientation-professionnelle

Montant versé aux structures d'accompagnement à l'insertion : **1,4 M€**

Formation BRSA : **180 K€**

30 BRSA de moins de 30 ans ayant effectué un bilan de compétences

200 K€ attribués à la Mission locale

180 CUI-CAE mobilisés à Mayotte pour les bénéficiaires du RSA

100 postes dédiés au public RSA dans les ateliers et chantiers d'insertion

Revenu de solidarité active (RSA)

Actions réalisées en 2018

- Valorisation des actions d'insertion des bénéficiaires du RSA (BRSA)
- Développement du réseau partenarial avec les Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) et un cofinancement des postes d'Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI), des CCAS afin de mutualiser les moyens et la mission locale pour un co-accompagnement des jeunes
- Prise en charge des actions de formation complémentaire des personnes en emploi PEC (parcours, emploi, compétences)
- Mise œuvre des travaux d'élaboration du Pacte Territorial d'Insertion (PTI)

Perspectives 2019

- Soutien aux communes par des aides financières pour l'emploi des publics les plus vulnérables
- Co-accompagnement des publics démunis dans les Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE)
- Finalisation du Pacte Territorial d'Insertion et actualisation du Programme Départemental d'Insertion
- Financement des BRSA porteurs de micro-projets d'entreprises

57 092 €

CHIFFRES CLÉS

19 bureaux de Cadis

4 053 personnes ont fait appel aux services des Cadis

224 interventions dans le cadre de la médiation sociale

Cofinancement de **4 associations** organisatrices du pèlerinage pour un montant de **70 K€**

Médiation sociale

Actions réalisées en 2018

- Développement d'un partenariat avec l'Institut Européen des Sciences Humaines Château Chinon pour permettre aux étudiants mahorais de suivre les cours de théologie musulmane en langue française à distance, puis de passer leurs examens à Mayotte
- Intervention des cadis à la Cité du nord sur la thématique du respect en islam auprès des élèves
- Accompagnement administratif, linguistique et médico-social des pèlerins de Mayotte

Perspectives 2019

- Positionnement du Conseil cadial en qualité d'acteur de proximité en appui aux services sociaux et en partenariat avec l'État pour renforcer la cohésion sociale dans le territoire
- Accompagnement de la population pour la sauvegarde, la valorisation et la promotion des valeurs morales de la société mahoraise « paix, fraternité et respect »

11 760 745 €

CHIFFRES CLÉS

142 enfants suivis en AEMO contre 225 en 2016

158 enfants suivis en AED contre 137 en 2016

131 mineurs isolés placés

271 mineurs isolés, arrivés seuls sur le territoire

10 mineurs sous tutelle du Département

17 mineurs sous tutelle de l'État, dont : 7 vivant avec des proches malgré la demande de main levée

9 agréments d'adoption

3 femmes ayant demandé l'accouchement sous secret

7 demandes de main levée

123 assistantes familiales agréées pour **411 places** d'accueil

6 assistants maternels en activité

565 enfants en cours de placement dans des familles d'accueil, dont 270 ont entre 16 -18 ans et 184 entre 13 – 15 ans

314 nouvelles demandes d'adoption, dont 20 provenant de Mayotte et 294 des autres départements

1 445 informations préoccupantes, dont :

545 concernent les 12 – 15 ans et **510** les 15 – 18 ans

289 informations préoccupantes concernent des mineurs en situation d'isolement suite au départ du territoire du dernier représentant légal et 90 suite à la reconduite à la frontière

Origine de l'information préoccupante
Vice rectorat : 26 %
Gendarmerie et police : 13 %
Association M'lezi Maoré : 12 %
Centre Hospitalier de Mayotte : 10 %
Protection Maternelle et infantile : 10%
Autres départements : 6 %
Particuliers : 6 %
Association ACFAV : 6 %

Aide sociale à l'enfance

Activités réalisées en 2018

Prévention et actions rattachées

Action En Milieu Ouvert (AEMO) / Action Éducative à Domicile (AED)

- Accompagnement et soutien éducatif des mineurs, des jeunes et de leurs familles, confrontés à des difficultés particulières
- Accompagnement à la formalisation des projets personnalisés pour l'enfant

Placement

Enfants accueillis par les assistantes familiales

- Accueil à domicile dans la limite de l'agrément, des enfants âgés de 0 à 21 ans confiés à la protection de l'enfance
- Organisation de formation à destination des assistantes familiales

Enfants confiés dans le cadre d'une mesure de tutelle

• Mineurs dont la tutelle est déférée au Département

- Réalisation du premier accueil avec les familles proches du mineur, évaluation sociale de la situation du mineur et réalisation d'un inventaire de son patrimoine
- Accompagnement des familles des mineurs qui se présentent comme familles proches de l'enfant, dans une démarche de soutien, dans la procédure de tutelle familiale avec le conseil de famille

• Mineurs sous tutelle de l'État vivant avec des proches

- Rétablissement de lien avec les parents
- Relance des demandes de main levée auprès du juge des tutelles et participation aux audiences

Adoption

- Installation d'une commission pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle d'examen de la situation des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance du Département

Informations préoccupantes

- Recueil des informations préoccupantes par le CRIP (cellule de recueil de l'information préoccupante) provenant de diverses structures et citoyens (Vice-Rectorat, CHM, Associations, Gendarmerie,…)

Perspectives 2019

- Renforcement des moyens humains par l'embauche de travailleurs sociaux afin d'étoffer l'équipe de permanence CRIP et mettre en place deux équipes de permanence composée de deux binômes (assistant social et éducateur spécialisé)
- Ouverture de deux Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) accueillant les jeunes ou les mères afin de les rendre plus autonomes : Maecha Na Ounono (Passamainty) et Mlézi Maoré (Miréréni)
- Ouverture de six lieux de vie, dont Carpe Diem 1 (Passamainty), Carpe Diem 2 (Tsararano), centre Houlawa Nyamba (Labattoir)
- Poursuite du recrutement des familles d'accueil afin de respecter la règle de trois enfants par famille

4 364 631 €

CHIFFRES CLÉS

9 446 naissances contre 9 760 en 2017

39 380 consultations enregistrées dont 62 % concernent les enfants

81 % des consultants (femmes et enfants) n'ayant pas de couverture maladie contre 79 % en 2017

21 035 femmes suivies dont 92 % non affiliées contre 87 % en 2017

53 % des consultations de la femme dans le grand Mamoudzou

9 014 consultations de suivi de grossesse (soit 33 %) contre 12 905 en 2017

4 049 nouvelles grossesses relevées

666 visites post-natales

608 consultations pré-IVG

26 % de consultations de contraception

68 % enfants consultés dans les PMI du grand Mamoudzou

23 052 vaccinations réalisées

231 enfants consultés sont en situation de dénutrition sévère contre 243 en 2017



Protection maternelle et infantile, santé



Actions réalisées en 2018

Activités courantes et transversales

- Mise en place des actions de santé publique pour la protection des enfants de 0 à 6 ans
- Organisation de formations pour les agents de la PMI (auxiliaires puéricultrices, aides-soignants et agents d'accueil)
- Participation au forum de la petite enfance
- Suivi du lancement de la construction des nouvelles PMI

Suivi de la femme

- Consultation et suivi des femmes en pré et post natal (grossesse, pré-IVG, contraception, …). Une grande partie des consultations se déroulent dans le grand Mamoudzou et concernent le suivi des grossesses.

Suivi de l'enfant

- Réalisation de consultations et vaccinations en faveur des enfants, dont une large majorité dans les PMI du sud où il est constaté une faible couverture vaccinale
- Participation au rattrapage vaccinal des enfants n'ayant pas bénéficié de suivi depuis plus d'un an

Perspectives 2019

- Formation des infirmiers sur les évaluations et de l'ensemble des agents de la PMI pour améliorer les pratiques
- Renforcement de la prévention et mise en place des référents de circonscription pour un encadrement de proximité
- Inauguration des cinq nouvelles PMI (Vahibé, Combani, Acoua, Kani-kéli)

238 701 €

CHIFFRES CLÉS

Recettes des analyses : 290 K€, dont **142 K€** en eau et **148 K€** en hygiène alimentaire

3 043 entrées

15 349 analyses effectuées, dont **42 % en eau**



Laboratoire d'analyses

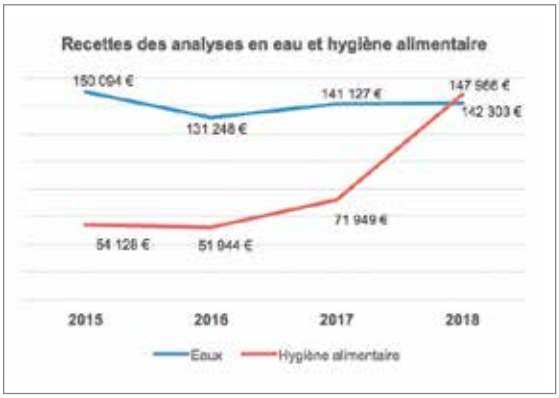
Le laboratoire d'analyses départemental réalise des analyses d'échantillon en matière de sécurité sanitaire et environnementale.

Actions réalisées en 2018

L'activité 2018 a reposé sur deux secteurs majeurs (l'hygiène Alimentaire et l'eau). L'activité en santé animale souffre actuellement de problèmes d'approvisionnement en échantillons malgré des bilans d'activités sérologiques et en recherche de brucellose bovine techniquement satisfaisants.

Des analyses en provenance d'une soixantaine de clients répartis sur toute l'île de Mayotte ont été réalisées.

Recettes résultant des analyses depuis 2015



L'activité du secteur eau et environnement n'a pas énormément évolué par rapport à 2017. Elle reste toutefois à un niveau important. L'activité hygiène alimentaire enregistre une nette augmentation en doublant son chiffre d'affaire. Cela est dû notamment à une prise en compte de la nécessité de réaliser des autocontrôles sur les productions.

Perspectives 2019

Suivi des travaux de construction du nouveau bâtiment du laboratoire vétérinaire et d'analyses départementales, afin de répondre aux exigences règlementaires d'un laboratoire et d'améliorer les conditions de travail des agents.



SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE

9 626 300 €

- Sport, jeunesse et vie associative
- Culture, lecture
- Archives
- Musée et patrimoine de Mayotte

Le Département de Mayotte affirme sa volonté de valoriser et promouvoir l'histoire et la culture Mahoraise à travers l'organisation des festivals et des journées de sensibilisation au patrimoine local, à la gastronomie locale, à l'artisanat et l'art, aux danses traditionnelles et aux langues régionales.

Aussi, le Conseil départemental agit pour développer la lecture à Mayotte, en mettant à la disposition des plus jeunes les outils nécessaires pour leur permettre de se familiariser aux livres dès le plus jeune âge et en donnant aux personnes âgées et en situation d'illettrisme l'envie de s'approprier la mémoire et les traditions de leur île à travers la lecture.

À ce titre, un schéma départemental de la lecture publique et une charte des collections sont en cours d'élaboration en partenariat avec les communes.

Enfin, le Département renforce son soutien à la jeunesse mahoraise au travers les interventions des éducateurs et opérateurs sportifs et l'accompagnement des associations sportives et culturelles locales. Un office départemental du sport est ainsi créé pour développer la pratique du sport et permettre aux jeunes d'évoluer dans le sport de haut niveau.

7 629 915 €

CHIFFRES CLÉS

Volet sport
Subventions mandatées : **4,3 M€** dont :
- Ligues et comités : **1,3 M€**
- CROS : **827 K€**
- UNSS : **155 K€**
- Clubs et autres structures : **2 M€**

8 éducateurs mobilisés pour l'encadrement de 4 activités sportives dans les écoles

18 jeunes sportifs mahorais poursuivant un parcours d'excellence

12 équipements sportifs départementaux, dont 5 en cours de rétrocession à la commune de Mamoudzou

Volet socio-éducatif
Dépense postes FONJEP : **180 K€**

24 postes FONJEP financés





Sport, jeunesse et vie associative

Actions réalisées en 2018

Développement sportif
- Transformation de l'ADAM (association pour le développement de l'athlétisme à Mayotte) en comité départemental d'athlétisme
- Participation aux jeux des jeunes (CJSOI) à Djibouti avec des résultats exceptionnels en handball (obtention de la médaille d'or pour la sélection féminine et la médaille d'argent pour la sélection masculine)
- Accompagnement financier des comités et ligues
- Interventions pour initier les jeunes à des activités sportives multiples, organiser des animations dans les communes pendant les vacances scolaires et aider à la mise en place des écoles multisports
- Mise à disposition d'éducateurs auprès des communes, du Vice-rectorat, des comités et ligues pour encadrer des activités offertes aux jeunes
- Participation à la traditionnelle Journée nationale du sport scolaire
- Participation à la première édition de la Mahoraise SFR (une course sans classement pour promouvoir la pratique du sport féminin)
- Organisation d'animations et d'initiations aux sports auprès des élèves dans le cadre de la visite de la basketteuse Emmeline Ndongue et de l'escrimeuse Astrid Guyart dans le cadre du lancement de la campagne des jeux des îles 2024 à Paris

Échanges sportifs régionaux
- Participation (des clubs de Handball, Basketball et Volley) à la CCCOI, coupe des clubs champions de l'océan Indien à la Réunion, en finale de zone océan Indien du trophée coupe de France,….

Animation jeunesse et vie associative
- Accompagnement des jeunes en s'appuyant sur des initiatives locales
- Renforcement de la capacité des associations en favorisant l'emploi associatif par l'attribution des postes Fonjep

Perspectives 2019

Développement sportif / Animation jeunesse et vie associative
- Diffusion du plan d'actions traduisant la politique départementale en matière de soutien et d'accompagnement
- Révision du règlement d'intervention servant de cadre à l'attribution des aides aux associations
- Élaboration du schéma territorial de la jeunesse et création de l'observatoire de la jeunesse

Échanges sportifs régionaux
- Accompagnement des écoles de sports par l'octroi de subvention et par la formation



1 711 584 €

CHIFFRES CLÉS

Valorisation de la culture
52 K€ pour l'organisation du concours d'écriture Francojeunes

Matériels pour le démarrage et la fonctionnalité minimale de la mission PCI : **25 K€**

Coût FATMA : **72 K€**
4 300 participants

Coût fête de la musique : **87 K€**
7 000 participants

Coût festival de Mayotte : **168 K€**
10 000 participants

Culture, lecture

Actions réalisées en 2018

Gestion et valorisation de la culture

- Organisation du Festival des Arts Traditionnels de Mayotte (FATMA) constituant une vitrine culturelle, une rencontre inter disciplines artistiques
- Organisation de la fête de la musique (FM) avec trois scènes ouvertes à Mamoudzou, Chiconi et Bandraboua et du graffiti pour les primaires
- Organisation du festival de Mayotte, avec du théatre, de la danse contemporaine, de la musique locale…
- Organisation de la Journée Internationale des Langues Maternelles visant à célébrer le shimaore et le kibushi par la pratique accrue de ces deux langues, à travers l'écriture (concours de poèmes…) et les joutes verbales
- Participation à l'organisation du concours d'écriture Francojeunes à Maputo (au Mozambique) en partenariat avec l'Amicale pour la Francophonie dans l'Océan Indien (A.FRA.O.I.) sous forme d'ateliers d'écriture adressés à des collégiens, lycéens et à d'autres jeunes non scolarisés
- Élaboration de fiches ethnographiques décrivant les pratiques des objets et mise en place d'une mission en vue de réaliser l'inventaire du patrimoine culturel immatériel (PCI)
- Participation aux journées européennes du patrimoine, portant sur deux conférences : « les représentations et croyances de la culture dans les soins » et les « Tenues d'esprits et croyances animistes à Mayotte »
- Organisation des tables rondes thématiques sur le shimaore dans le but d'obtenir un consensus sur un alphabet

Développement de la lecture publique

- Renouvellement du fonds local de Mayotte et organisation de rencontres littéraires avec des auteurs locaux
- Organisation de tournées du bibliobus, afin de desservir les sept villages dépourvus de bibliothèque pendant les vacances (Acoua, M'tsangadoua, Bouéni, Hagnoundrou, Moinatrindri, Bandrelé et Tsimkoura), en partenariat avec des associations villageoises
- Organisation d'animations pour renforcer le lien intergénérationnel, mise en valeur du plurilinguisme et les traditions locales en lien avec le livre (« Halé Halélé », « Passe ton bac », « Raconte - tapis »)
- Organisation de la « Semaine de la bibliothèque des parents » afin d'attirer et fidéliser les adultes en bibliothèque mais aussi de développer des actions visant à intégrer les parents au sein du milieu éducatif
- Organisation d'animations à destination des jeunes : « Le jardin des histoires » une heure de lecture tous les premiers samedis de chaque mois pour les 4 - 13 ans ; « Les visites de classe » 2 fois par semaine ; « Des cinés la vie » un jury de 12 courts métrages pour les 15 - 20 ans et « Rencontres littéraires » pour promouvoir les auteurs mahorais
- Projection de films d'éducation, participation au jury littéraire « Msomo Na Dangadzo ; participation à la fête nationale « Partir en livre »
- Accompagnement des publics empêchés, lecture en PMI etc…



Développement de la lecture

1 231 inscrits, dont **333** nouvelles inscriptions et **908** réinscriptions

10 327 prêts, dont **4 419** ouvrages adultes et **5 908** ouvrages jeunesse

Documents prêtés aux bibliothèques et différents points de lecture : **6 342** dont 3 910 livres jeunesses

Acquisition de **375 ouvrages** d'auteurs mahorais pour coût de **5 000 €**

98 357 documents dont **15** abonnements de revues

5 000 ouvrages acquis pour **85 K€** 3/4 réceptionnés pour 66 K€

Bibliobus
- **73 prêts** de livre
- **1 555** jeunes touchés
- **7** localités desservies

10 classes sont venues visiter la bibliothèque

4 séances de courts-métrages projetés, 10 adolescents ont pu bénéficier

2 nouveaux espaces aménagés, dédiés au fonds local et régional

Perspectives 2019

Gestion et valorisation de la culture

- Poursuite des travaux sur les croyances à Mayotte
- Poursuite des travaux sur les tables rondes thématiques sur le kibushi
- Finalisation d'un alphabet, de la grammaire et de l'orthographe du shimaore
- Mise en œuvre de la procédure opérationnelle des alphabets
- Préparation d'un plan de formation spécifique pour le personnel
- Création des prix de l'avenir des langues mahoraises
- Élaboration d'une revue culturelle
- Mise en place de l'Institut des Langues et des Civilisations

Développement de la lecture publique

- Conception du site internet, avec la pérennisation des actions culturelles
- Organisation du Salon du livre de Mayotte
- Réalisation du schéma départemental de la lecture publique
- Lancement du grand concours littéraire du Département de Mayotte
- Élaboration d'une politique documentaire maîtrisée
- Validation de documents cadres (règlement intérieur de la DLLP, charte des collections)



93 610 €

CHIFFRES CLÉS

416 mètres linéaires (ml) d'archives éliminées

Classement de 151 à 177 W correspondant aux fonds élus du Conseil départemental

65 à 67 W correspondant à la DEAL

82 des archives foncières

77 élèves accueillis aux archives départementales

17 visiteurs accueillis lors des journées européennes du patrimoine

172 nouveaux lecteurs inscrits à la salle de lecture des archives

743 documents consultés, dont :
- 185 documents d'archive
- 186 ouvrages ou périodiques
- 1 microfilm
- 371 documents numériques



Archives départementales

Actions réalisées en 2018

Traitement des fonds d'archive

- Réalisation de visites, audits et formation dans les services du Département et de l'État, de chantiers de tri sur place
- Contrôle scientifique et technique sur les archives
- Élimination des archives publiques sur pièce
- Collecte et versement de fonds des services de l'État et du Département
- Réception de dons archivistiques par des administrations nationales (le service interministériel des archives de France) et locales (la société immobilière de Mayotte)
- Vérification et finalisation des travaux de classement des fonds (élus et Cabinet du Conseil départemental, archives foncières, DEAL)

Valorisation des fonds d'archive, publication de revues

- Retranscription des témoignages, réalisation de fonds iconographiques (Inumérisation, la cotation, l'insertion à l'instrument de recherche,…) et refoulement des périodiques en magasin, implantation du rayon libre accès en salle de lecture
- Participation aux journées européennes du patrimoine en déclinant le thème national « Année européenne du patrimoine culturel 2018, l'art du partage » et à la journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage
- Publication du 6ème numéro de la revue « Taarifa » et du 17e numéro du Mahabari (bulletin d'informations des archives départementales)

Perspectives 2019

Traitement et valorisation des fonds d'archive

- Traitement des témoignages sur le patrimoine botanique
- Finalisation de l'instrument de recherche du 2AV
- Numérisation en externe des K7 VHS des archives orales
- Numérisation et/ou reproduction d'ouvrages du fonds patrimonial
- Traitement du vrac constitué à la suite du déménagement des archives en 2012

Valorisation des fonds d'archive

- Réalisation d'une exposition sur le fonds patrimonial dans le cadre des Journées européennes du patrimoine 2019
- Réalisation d'un ouvrage sur l'esclavage à Mayotte et dans sa région
- Publication du 7e numéro de la revue « Tanrifa »
- Publication du guide des Archives
- Publication du cahier d'activités pour les cycles 1 et 2 sur les costumes à Mayotte et dans sa région
- Poursuite du partenariat avec l'Iconothèque Historique de l'Océan Indien (IHOI) et engager celui avec le Pôle Régional des Musiques Actuelles de la Réunion

191 191 €

CHIFFRES CLÉS

Dépenses : **146 K€**

135 nouveaux objets de collection

4 830 visiteurs dont 2 529 scolaires

8 samedis du MUMA organisés pour **455 visiteurs**

90 participants à la journée nationale de l'archéologie

466 participants aux journées européennes du patrimoine

436 participants à la nuit de musées-la classe de l'œuvre

2 098 participants aux ateliers éducatifs et visites guidées





Musée et patrimoine de Mayotte



Actions réalisées en 2018

Gouvernance et valorisation du patrimoine

- Présentation du dossier du Musée de Mayotte pour l'obtention de l'appellation « Musée de France » acquise en décembre 2018
- Réunion du conseil scientifique et validation du pré-projet muséographique
- Signature de trois conventions d'acquisition à titre onéreux, auprès de particuliers et associations pour l'enrichissement des collections (ustensiles de cuisine, équipement et outils de bijouterie, instruments de musique)
- Réception de dons de particuliers enrichissant les nouveaux objets, sur diverses thématiques : transport maritime, objets du boutre, objets de la mosquée, ou encore d'éléments utilisés lors des cérémonies de Djinn, mais aussi d'objets témoignant la vie domestique, etc..
- Organisation du comité de pilotage de la gouvernance du Musée (point sur l'avancement des travaux, le fonctionnement du Musée)

Renforcement et valorisation des ressources humaines

- Recrutement d'un responsable technique, de chargés d'enquête et de recherche et d'une traductrice
- Immersion de deux agents en musée (Quai Branly, Mucem et Musée d'Aquitaine) et formation INP et CNFPT sur le patrimoine et sa gestion, en pilotage des projets culturels, en administration et développement des publics, en chantier des collections et conservation préventive
- Publication du premier numéro « Le MuMA s'expose »

Perspectives 2019

Gouvernance et valorisation du patrimoine

- Mise en place d'actions pour enrichir les collections, valoriser la recherche et développer les publics
- Publication de « Le MuMA s'expose » n°2
- Réalisation du chantier des collections (traitement physique et intellectuel)
- Actions éducatives envers les scolaires et publics spécifiques
- Mise en réseau du MuMA et actions partenariales diverses (en matière d'étude, de conservation, de médiation, de formation, …)

Connaissance, gestion et valorisation du patrimoine

- Mise en place d'actions de gouvernance visant à concrétiser l'acquisition du label « Musé de France » et à faire monter en puissance des demandes des publics
- Mise en place d'actions pour valoriser la recherche et le développement des publics
- Amélioration du cadre de vie (bureaux, conservation, exposition et cadre d'animation)



EUROPE, PARTENARIAT, COOPÉRATION

- Projets européens
- Partenariat, coopération

Le Conseil départemental développe les relations institutionnelles, notamment en vue de faire davantage connaitre les valeurs et les richesses de l'île de Mayotte dans l'océan indien.

La coopération avec les pays voisins permet ainsi l'insertion régionale et l'ouverture à l'international de Mayotte.

De nombreux projets structurants cofinancés par l'Europe et l'État sont portés par le Département.

L'enjeu est de favoriser l'amélioration de la consommation des crédits et de reprendre l'autorité de gestion des fonds structurels européens (FEDER, FSE, FEADER et FEAMP).



Projets européens

CHIFFRES CLÉS

4 réunions techniques à Mayotte

Projets portés par le Département : 26 opérations programmées, dont 11 FEDER et 7 FEADER, 7 FSE et 1 IEJ pour un coût de **72 M€**, financés comme suit :
- FESI : **36 M€**
- Département : **20 M€**
- État/CD : **3,6 M€**

4 réunions techniques à Mayotte

5 comités de pilotage interreg V océan indien

3 CRUS

Demandes de remboursement : **5,2 M€** dont :
- FSE : **1,9 M€**
- FEADER : **2,5 M€**
- IEJ : **793 K€**

31 K€ consacrés à la formation sur l'appel à proposition européen



Actions réalisées en 2018

Pilotage de la mise en œuvre des projets européens

- Étude de préfiguration en vue de la reprise à l'horizon 2021 de l'autorité de gestion des fonds européens de l'État au Conseil départemental
- Organisation d'événement autour de la thématique Européenne :
  - Le joli mois de mai de l'Europe (à la découverte de l'Europe et des différents fonds…)
  - La consultation citoyenne (donner sa vision sur l'Europe)
  - Exposition des outils financiers européens lors du Salon du tourisme
  - Participation au séminaire organisé à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine
- Formation au montage et à la gestion d'un appel à proposition européen

Fonds structurels et d'investissement européens 2014-2020

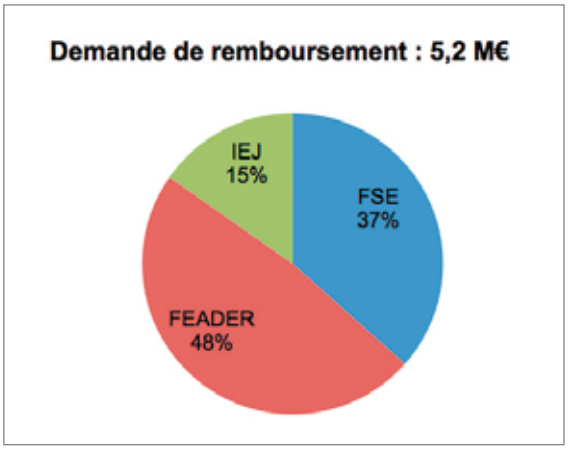
- Participation active aux travaux relatifs à la modification du Programme Opérationnel (PO) FEDER/FSE, Interreg V océan indien et Intereg CTE (transfrontalier)
- Mise en place des comités de mise en œuvre des FESI
- Co-préparation, en coordination avec les directions concernées, des dossiers présentés au CRUP

Développement du partenariat Régions ultra périphériques (RUP)

- Participation aux travaux du comité de suivi RUP et aux travaux liés aux réseaux RUP
- Participation aux réunions du groupe de travail RUP/États membres/Commission européenne à Bruxelles
- Participation à la 35e édition des Journées Européennes du Patrimoine en Haut-de-France avec pour thème « L'art du partage »

Perspectives 2019

- Création d'une direction de préfiguration et formation des agents dans le cadre de la reprise de l'autorité de gestion des fonds européens



Partenariat, coopération

CHIFFRES CLÉS

5 projets extérieurs soutenus pour un montant de **257 K€**

Subventions mandatées : **137 K€**

Participation au dispositif « France volontaire » : **45 K€**

9 volontaires mahorais de solidarité internationale prévus sur 3 ans







Actions réalisées en 2018

Partenariat avec les collectivités locales extérieures

- Accueil à Mayotte des délégations du Conseil régional et du Conseil départemental de la Réunion dans le cadre de la mise en place d'un partenariat institutionnel
- Signature d'un accord de partenariat avec la commune de la Possession à la Réunion
- Cofinancement du dispositif « France volontaire »

Promotion de la coopération régionale

- Mise en place d'un comité de pilotage relatif à la coopération régionale
- Adoption d'un document « cadre stratégique de coopération décentralisée et d'action internationale du Conseil Départemental de Mayotte »
- Rencontre avec l'ambassadeur des Seychelles, participation aux rencontres techniques avec l'ambassadeur délégué de la zone océan indien et avec l'organisation internationale de la francophonie
- Participation à la conférence « civilisation » et à la 7e université rurale de l'océan indien

Contribution aux évènements régionaux

- Participation à divers évènements régionaux :
  - 11e édition des Jeux de la Commission de la Jeunesse et des Sports de l'Océan Indien (CJSOI) à Djibouti
  - 11e édition du Forum Économique des Iles de l'Océan Indien (FEIOI) à Madagascar
  - 3e Rencontre territoriale de la protection de l'enfance au centre universitaire de Mayotte à Dembéni
  - Festival francojeunes à Maputo
  - Mission de prospection
  - Prospection en tanzanie et à Djibouti

Soutien aux porteurs de projets externes

- Accompagnement financier de certaines associations (ONG PIROI, ADEDUPASS, kinga folk…) pour la réalisation d'actions entrant dans le cadre de la coopération décentralisée
- Formation au montage d'un appel à projet européen

Perspectives 2019

Partenariat avec les collectivités locales extérieures

- Signature des conventions de partenariat avec la région et le département de la Réunion, la région Ile-de-France

Participation aux évènements régionaux

- Participation de Mayotte à la 10e édition des Jeux des îles de l'Océan Indien à l'île Maurice



RAPPORT FINANCIER

- Points marquants du compte administratif
- Évolution des recettes et dépenses
- Évolution du résultat du STM
- Résultat du budget annexe « Santé et Protection de l'Enfance »
- Ratios financiers 2018

Une marge de manœuvre financière améliorée

Au 31 décembre 2018, le résultat de clôture de l'exercice est excédentaire de 62 M€ sur le budget principal, avec des recettes qui s'établissent à 318 millions d'euros et des dépenses à 257 millions d'euros. L'amélioration de la situation financière du Département témoigne des efforts entrepris en termes de responsabilité et de rigueur.
Le compte administratif fait apparaître des résultats et des ratios de bonne tenue, depuis 2017, et cette tendance se confirme à la clôture des comptes de 2018.
La préservation de la situation financière de la collectivité est favorisée par la poursuite du dynamisme des Droits de Mutation à titre Onéreux (DMTO), l'élargissement du financement du budget annexe Aide Sociale à l'Enfance (ASE) aux compensations des dépenses liées à la Protection Maternelle et Infantile (PMI) et une quasi-stabilisation des dépenses de fonctionnement.
Cette situation a eu pour effet d'améliorer l'autofinancement du Conseil départemental de Mayotte, en offrant un potentiel d'investissement important.
Le rapport financier 2018 met en avant l'évolution des recettes et dépenses de la collectivité.
Il apparaît enfin utile de présenter le résultat financier du Service des Transports Maritimes (STM) ainsi que celui du budget annexe « Santé et Protection de l'Enfance ».

Enfin, les ratios financiers 2018 du Conseil départemental sont exposés, en comparaison avec d'autres collectivités d'outre-mer.

Points marquants du compte administratif 2018

CHIFFRES CLÉS

Recettes totales : **398 M€**

Dépenses totales : **318 M€**

Mandats émis : **8 064**
contre 8 282 en 2017

Titres émis : **351**
contre 391 en 2017

Taux d'épargne brute : **23 %**

Encours de la dette : **84 M€**
contre 90 M€ en 2017

Taux d'exécution en recettes d'investissement : **55 %**
contre 70 % en 2017

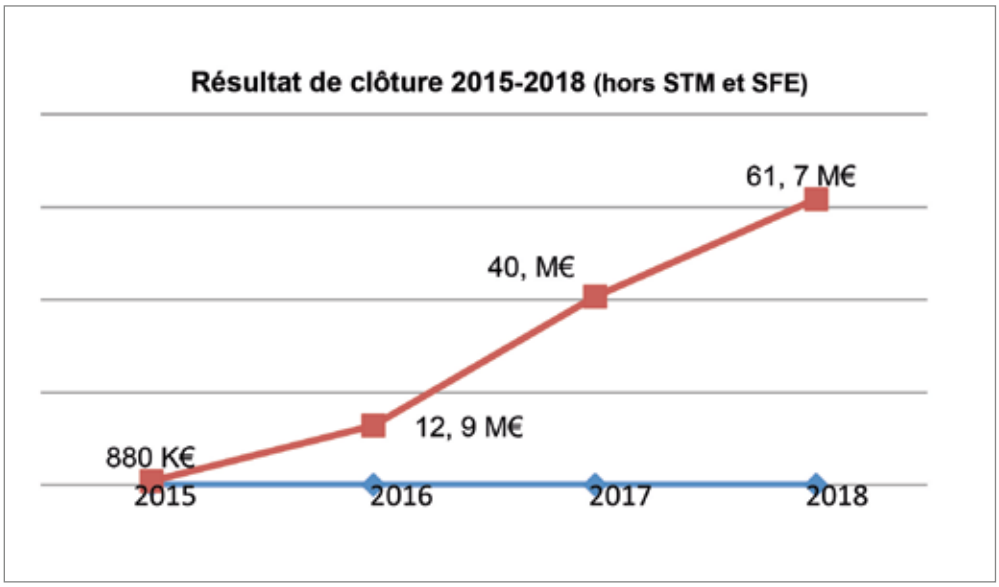
Taux d'exécution en dépenses d'investissement : **40 %**
contre 60 % en 2017



Un résultat de clôture 2018 excédentaire de 62 M€

L'exercice 2018 du Conseil départemental de Mayotte s'est soldé par un résultat excédentaire de près de 62 M€, qui découle du résultat singulièrement positif de la section de fonctionnement.

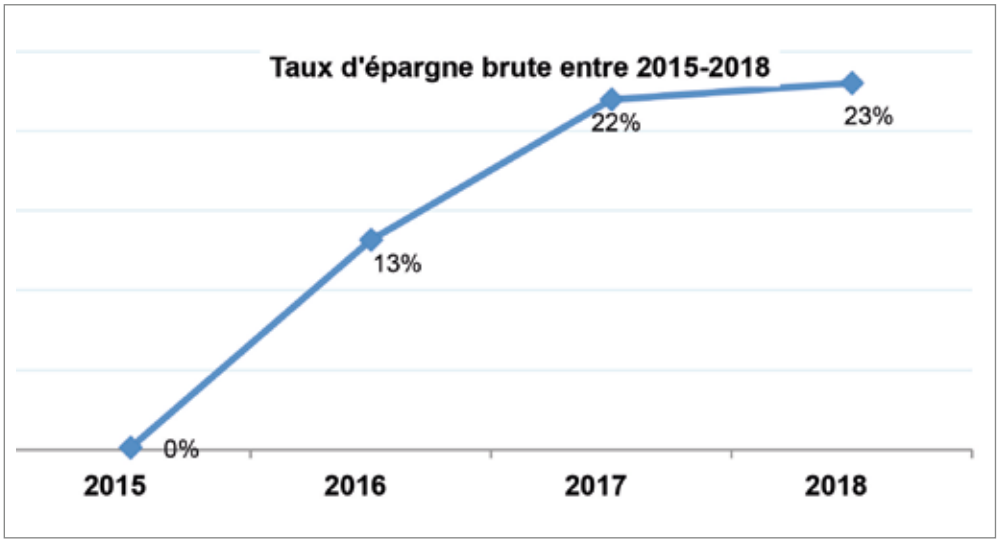
L'évolution des résultats de clôture, retracée dans le graphique ci-après, montre une progression continue du résultat de clôture depuis ces quatre dernières années. Entre 2017 et 2018 le résultat s'est ainsi accru de 52 %.



Une stabilisation de l'épargne brute

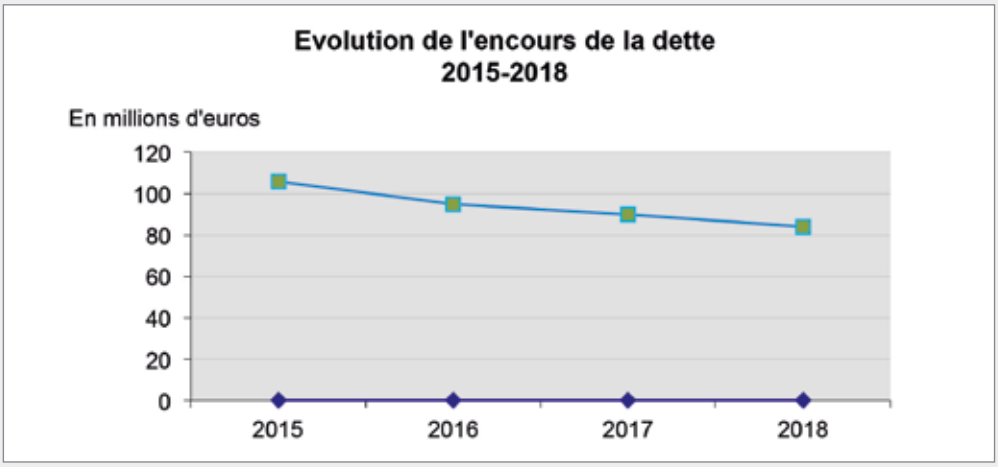
L'épargne brute du budget principal s'élève à 73 millions d'euros en 2018 contre 70 millions euros en 2017.

Le taux d'épargne brute s'améliore pour atteindre 23 % en 2018 contre 22 % en 2017.



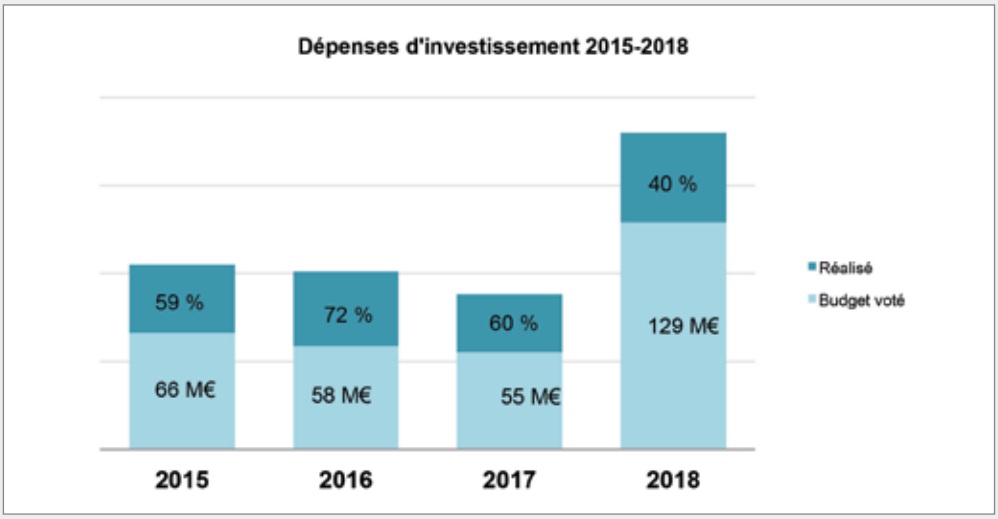
Une diminution progressive de l'endettement

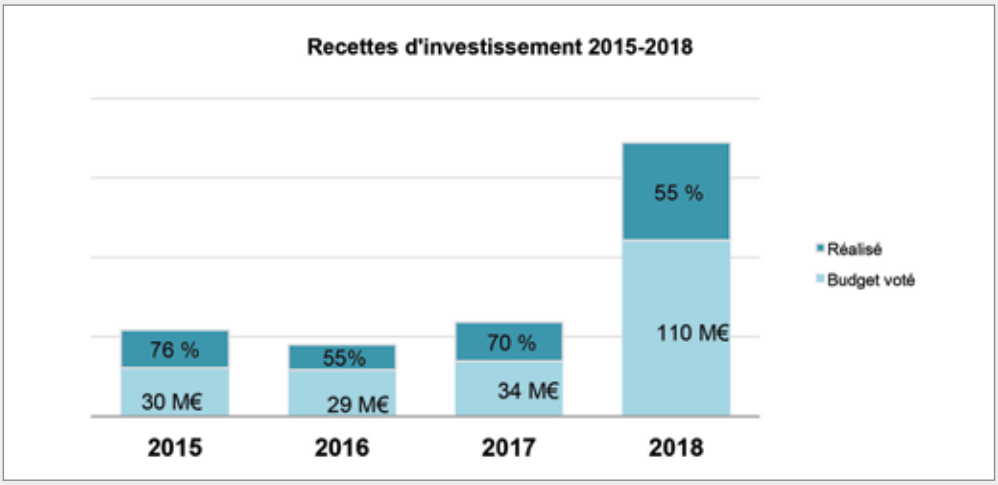
L'encours de la dette continue de se réduire pour s'établir à 84 M€ au 31 décembre 2018 contre 90 M€ en 2017, soit une diminution de 7 %.



Évolution du taux d'exécution en investissement

Les taux d'exécution en dépenses et recettes d'investissement s'abaissent respectivement de 20 % et 15 % par rapport à 2017. Toutefois, le volume budgétaire mobilisé en 2018 reste le plus important de ces quatre dernières années.





En ce qui concerne les restes à réaliser en investissement, les dépenses s'élèvent à 19 M€ et les recettes à 4 M€.

CHIFFRES CLÉS

Recettes réelles de fonctionnement : **318 M€**

Dépenses réelles de fonctionnement : **257 M€**

Recettes réelles d'investissement : **79 M€**

Dépenses réelles d'investissement : **61 M€**

Charges du personnel : **103 M€**

Intervention et subvention : **52 M€**

Charges générales : **44 M€**

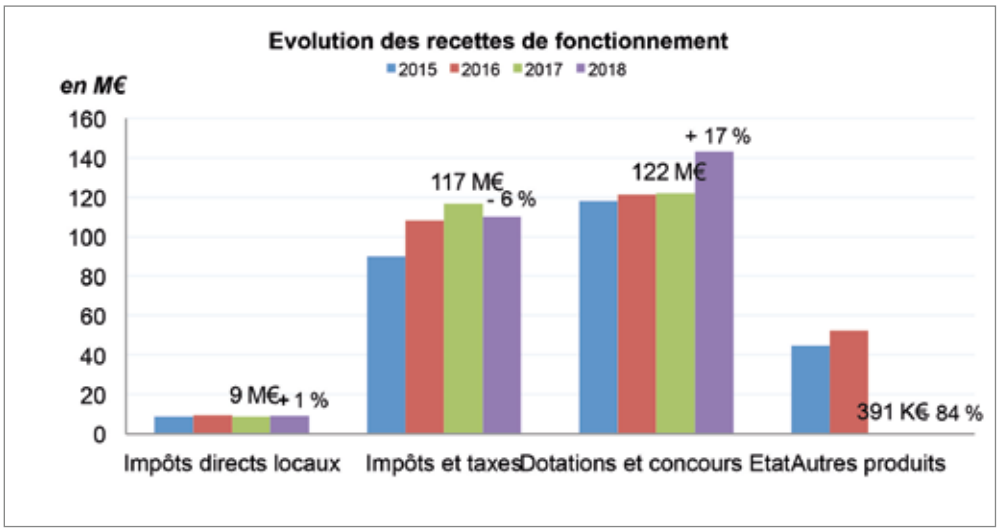
Restes à réaliser en recettes d'investissement : **4 M€**

Restes à réaliser en dépenses d'investissement : **19 M€**

Évolution des recettes et dépenses

Recettes en 2018

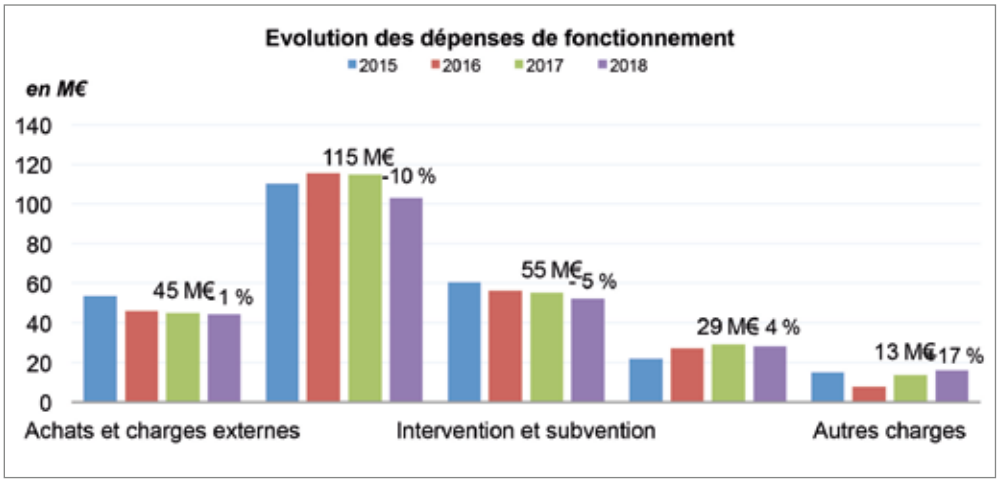
Les recettes réelles de fonctionnement de la collectivité se stabilisent à 318 millions d'euros contre 322 millions en 2017.
Les recettes réelles d'investissement sont en progression 79 millions euros en 2018 contre 55 millions euros en 2017.



Dépenses en 2018

Les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué de 5% soit en valeur plus de 14 M€, pour s'établir à 244 M€ en 2018. Cette baisse s'explique par la réduction des charges de personnel et des charges exceptionnelles.

Les dépenses réelles d'investissement ont augmenté pour atteindre 61 millions d'euros en 2018 contre 39 millions en 2017.



CHIFFRES CLÉS

Résultat de clôture : **845 K€**

Dépenses réelles de fonctionnement : **14 M€**

Charges du personnel : **11 M€**

Charges générales : **3 M€**

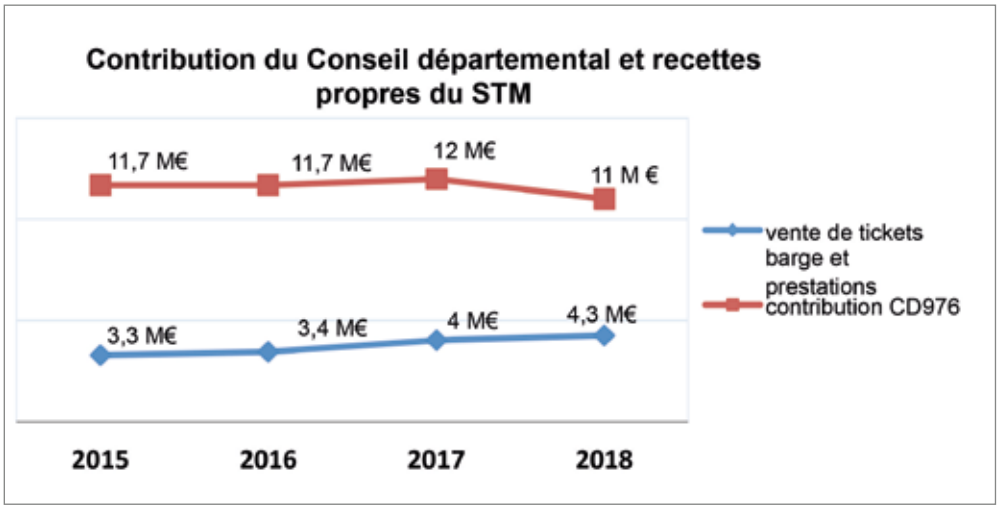
Vente de tickets de barge et prestations : **4 M€**



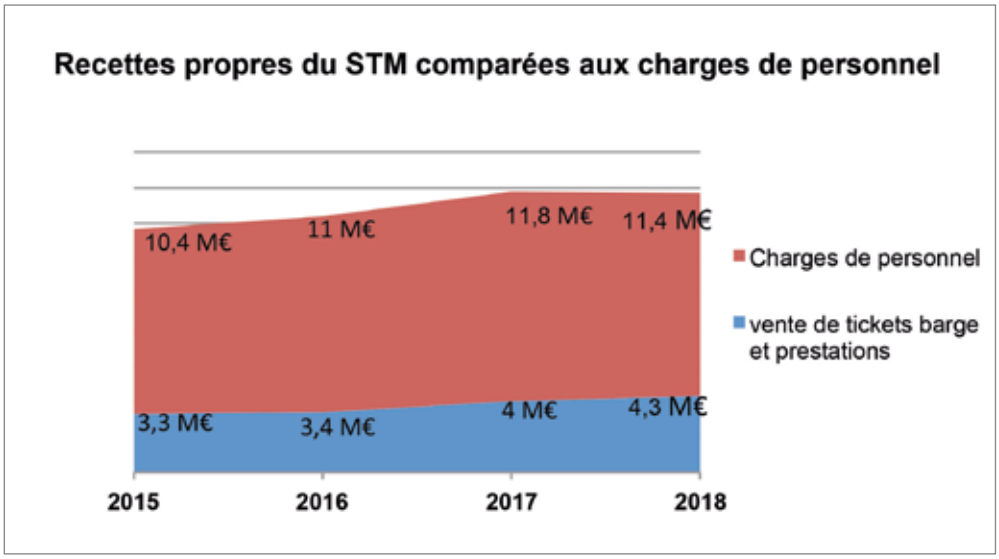
Évolution du résultat du Service des Transports Maritimes

Le compte administratif 2018 du Service des Transports Maritimes (STM) se présente avec un résultat de fonctionnement déficitaire de 27 000 euros pour la section fonctionnement. La section d'investissement affiche également un excédent de clôture de 1,45 millions d'euros.

La contribution du Conseil départemental reste stable au tour de 12 millions depuis 2015, soit le triple des ventes de tickets barge et prestations du STM



La masse salariale représente quasiment le triple des recettes propres du STM. Cependant les ventes de tickets barges et prestations sont en progression depuis 2015 soit une augmentation de plus de 30 %.



CHIFFRES CLÉS

Recettes réelles de fonctionnement :
59 M€

Dépenses réelles de fonctionnement :
31 M€

Recettes réelles d'investissement :
20 M€

Dépenses réelles d'investissement :
1 M€

Charges du personnel : **21 M€**

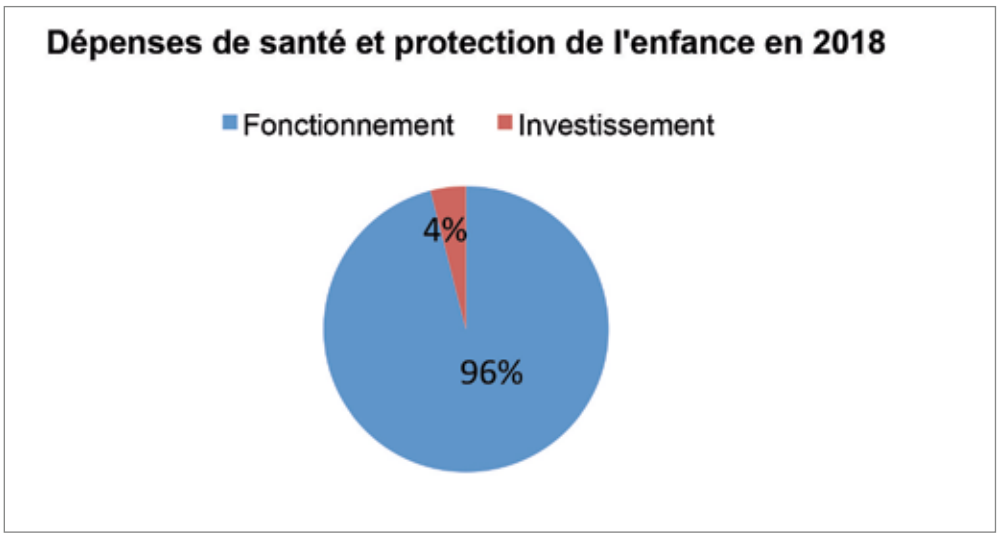
Charges générales : **7 M€**



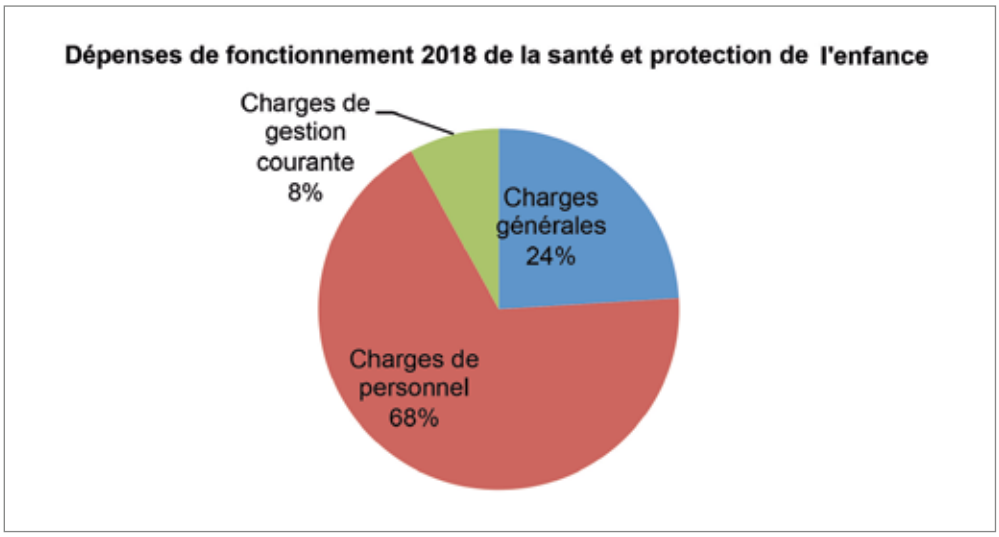
Évolution du budget annexe « Santé et Protection de l'enfance »

Au titre de l'exercice 2018, le compte administratif du budget annexe « Santé et Protection de l'Enfance » affiche un résultat de fonctionnement excédentaire de 28 millions d'euros, corrigé de 34 millions d'euros d'excédent reporté, soit un résultat de clôture de 63 millions d'euros, et un excédent d'investissement de 19 millions d'euros.

Les dépenses de fonctionnement représentent 96 % des dépenses totales



La répartition des dépenses de fonctionnement est indiquée dans le graphique ci-dessous. 68 % de ces dépenses concernent ainsi les charges de personnel.



Ratios financiers 2018

Chaque année, les collectivités territoriales ont l'obligation de publier des ratios financiers conformément à l'article 16 de la loi du 6 février 1992 et son décret d'application n° 93-570 du 27 mars 1993. L'article L.2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales définit les indicateurs qui permettent d'avoir une vision globale de la santé financière de la collectivité.

La série se référant au compte administratif 2018 du Conseil départemental de Mayotte en comparaison avec l'exercice 2017 et aux ratios des autres départements d'Outre-mer (source : DGCL) est reproduite ci-dessous.

	Mayotte		Guyane (2017)	Moyenne DOM* (2017)
	CA 2017	CA 2018		
Dépenses réelles de fonctionnement/population	1168 €	951 €	1 548 €	1877 €
Produit des impôts directs/population	81 €	31 €	266 €	233 €
Recettes réelles de fonctionnement/population	1 429 €	1 221€	1 678 €	1 948 €
Dépenses d'équipement brut/population	81 €	155 €	194 €	156 €
En cours de la dette/population	420 €	328 €	335 €	686 €
Dotation globale de fonctionnement/population	149 €	143 €	300 €	325 €
Charges de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	45%	42%	17 %	22%
(Dépenses réelles de fonctionnement +remboursement de la dette)/ recettes réelles fonctionnement	84 %	80 %	96 %	99 %
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	6 %	14 %	12 %	8 %
Encours de la dette totale/recettes réelles de fonctionnement	29 %	27 %	20 %	33 %

* moyenne pondérée des DOM, hors Mayotte



Édition
Conseil départemental de Mayotte

Direction de la publication
Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Coordination
Direction générale des services

Conception et réalisation
Mission évaluation et contrôle de gestion

Infographie et crédits photos
Direction de la communication
www.labanquedimagesdemayotte.com

Design graphique et mise en page
Elodie Guivarch / www.elodieguivarch.com

Septembre 2019

www.cg976.fr

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

Conseil Départemental de Mayotte

Hôtel du Département
8 boulevard Halidi Sélémani
B.P 101
97600 Mamoudzou
Tél : 0269 66 10 20